UNIVERSITÉ DU BURUNDI
GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI
Dépôt institutionnel officiel
https://repository.ub.edu.bi

Structure migratoire, gouvernance et transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE

Maombi, Josaphat

2020-09
UB, Faculté des sciences économiques et administratives
https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/183

Document téléchargé depuis le **Grenier du Savoir du Burundi** — https://repository.ub.edu.bi

UNIVERSITE DU BURUNDI

Structure migratoire, Gouvernance et Transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE



FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION

DEPARTEMENT D'ECONOMIE POLITIQUE

STRUCTURE MIGRATOIRE, GOUVERNANCE ET TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS DANS LES PAYS DE LA CAE

Par

Josaphat MAOMBI

Mémoire

présenté en vue de l'obtention du Diplôme de Mastère en Analyse Economique et Développement

Spécialité : Analyse Economique

Composition du Jury :

Président : Pr. Gilbert NIYONGABO

Directeur : Dr. Salomon NSABIMANA

Lecteur principal : Drs. Théogène NSENGIYUMVA

Bujumbura, Septembre 2020

DEDICACE

A Dieu le Tout-Puissant ;

A ma regrettée Grand-Mère ;

A ma Mère ;

A mes Frères et Sœurs ;

A tous ceux qui m'ont soutenu durant mes études ;

A toute personne qui m'est chère.

Josaphat MAOMBI

REMERCIEMENTS

Mes sincères remerciements vont d'abord à Dr Salomon NSABIMANA, mon Directeur de Mémoire, qui malgré la distance qui nous séparait à cause du confinement, n'a cessé de me guider. Merci pour vos précieux conseils et accompagnements chaleureux tout long de ce Mémoire.

Ensuite, je remercie ma mère envers qui j'exprime toute ma gratitude et reconnaissance pour les valeurs qu'elle m'a transmises et des sacrifices qu'elle a consentis.

Enfin, à la famille Sylvestre NYANDWI, à Madame Spéciose BARANSATA, à mes chers amis Audace NZEYIMANA et Astère NDAYISABA, au Gouvernement du Burundi et à tous ceux qui m'ont soutenu durant mes études, je dis Grand Merci !

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

APA : American Psychological Association

APD : Aide Publique au Développement

BM : Banque Mondiale

CAE : Communauté de l'Afrique de l'Est

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CMP : Common Market Protocol

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

DAES : Département des Affaires Economiques et Sociales

EAC : East African Community

FE : Fixed Effects

FMI : Fonds monétaire international

IDE : Investissements Directs Etrangers

IMF : International Monetary Fund

INSEE : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques

LDCs : Least Development Countries

LSDV : Least Square Dummy variable

MCG : Moindres Carrés Généralisés

MCO : Moindres Carrés ordinaires

MTN : Mobile Telecommunications Network

OIM : Organisation Internationale de Migration

OIT : Organisation Internationale du Travail

ONU : Organisation des Nations Unies

PAS : Plan d'Ajustement Structurel

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PSM : Pays du Sud de la Méditerranée

RE : Random Effects

tco : taux de change officiel

tfm : Transferts de Fonds des Migrants

UA : Union Afriacine

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine

$: Dollar Américain

WGI : World Governance Indicators

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

Tableaux

Tableau 1 : Matrice de corrélation des variables 35
Tableau 2 : Résultats du test de Hausman (1978) 36
Tableau 3 : Résultats des estimations du modèle à effets aléatoires 38

Graphiques

Graphique 1 : Evolution des transferts de fonds et de l'APD dans le monde en milliards de $ (2006-2018).....20
Graphique 2: Evolution des transferts de fonds dans les pays de la CAE en millions de $ (2000-2018) 21
Graphique 3 : Evolution comparée des transferts de fonds et les IDE dans la CAE en millions de $ 22
Graphique 4: Evolution de la gouvernance à travers la stabilité politique dans les pays de la CAE 23
Graphique 5 : Evolution des migrants dans le monde (en millions) entre 2000-2018.....24
Graphique 6: Evolution des migrants qualifiés dans la CAE 26
Graphique 7: Evolution de la croissance des transferts de fonds et de la Gouvernance dans la CAE 27
Graphique 8: Evolution de la croissance des transferts de fonds et des migrants qualifiés dans la CAE 28
Graphique 9 : Evolution comparée de la croissance des transferts de fonds et des variables de contrôle dans la CAE 29

RESUME

Le phénomène de transferts de fonds des migrants ranime un débat fascinant au niveau de la classe des politiciens, des chercheurs et des universitaires. Les transferts de fonds des migrants touchent les aspects humains, économiques et financiers. Ils sont considérés comme étant une source de financement pour la plupart des pays en voie de développement. L'objectif de cette étude est d'analyser les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. Après le test de spécification de Hausman à partir des données secondaires (en panel) de la Banque Mondiale (2020), le modèle à effets aléatoires a été retenu et les résultats montrent que la structure migratoire a un effet positif et significatif sur les transferts de fonds des migrants ressortissants de la CAE. Quant à la gouvernance, elle n'a pas d'effet significatif sur les transferts de fonds des migrants de la CAE. Ces résultats apportent une information aux chercheurs scientifiques et aux responsables politiques sur les facteurs permettant de bien exploiter les avantages des transferts de fonds pour la CAE. Par ailleurs, les futures recherches pourraient porter sur les effets des transferts de fonds dans les pays de la CAE.

Mots clés : Transferts de fonds des migrants, Structures migratoires, Gouvernance, Modèle à effets aléatoires, CAE.

ABSTRACT

The phenomenon of migrant remittances is rekindling a fascinating debate among the class of politicians, researchers and academics. Migrant remittances affect human, economic and financial aspects. They are considered to be a source of finance for most developing countries. The aim of this study is to analyze the effects of migration structure and governance on remittances from migrants in EAC countries. After the Hausman specification test using secondary (panel) data from the World Bank (2020), the random-effects model was retained and the results show that the migration structure has a positive and significant effect on the transfers of EAC migrant fund. As for governance, it has no significant effect on the remittances of migrants from the EAC. These findings provide information to scientific researchers and policy makers on the factors that can be used to harness the benefits of remittances for the EAC. In addition, future research could focus on the effects of remittances in EAC countries.

Keywords: Migrant remittances, Migration structures, Governance, Random effects model, EAC.

TABLE DES MATIERES

DEDICACE i

REMERCIEMENTS ii

LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS iii

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES v

RESUME vi

ABSTRACT vii

TABLE DES MATIERES viii

INTRODUCTION GENERALE 1

1. Contexte de l'étude 1

2. Problématique de recherche 2

3. Objectifs 4

4. Hypothèses 4

5. Intérêt du sujet 4

6. Délimitation et articulation du sujet 5

CHAPITRE I : STRUCTURE MIGRATOIRE, GOUVERNANCE ET TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : REVUE DE LA LITTERATURE 6

Section 1. Transferts de fonds et Migrations 6

I.1.1. Approches théoriques des transferts de fonds des migrants 6

I.1.2. Concept de la migration et approches théoriques 8

I.1.3. Relation entre transferts de fonds et migrations 10

Section 2. Gouvernance et transferts de fonds 11

I.2.1. Concept de Gouvernance selon les Institutions Internationales 11

I.2.2. De la gouvernance générale à la bonne gouvernance 13

I.2.3. Relation théorique entre la gouvernance et transferts de fonds à travers la stabilité politique 13

Section 3. Revue empirique sur les déterminants des transferts de fonds des migrants 14

I.3.1. Facteurs démo-économiques 14

I.3.2. Facteurs personnels et familiaux 15

I.3.3. Facteurs institutionnels 16

Conclusion du premier chapitre 18

CHAPITRE II : STRUCTURE MIGRATOIRE, GOUVERNANCE ET TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : ETAT DES LIEUX 19

Section 1. Dynamique des transferts de fonds des migrants.....19

II.1.1.Transferts de fonds dans le monde entre 2000-2018 19

II.1.2. Tendances des transferts de fonds des migrants dans la CAE 20

II.1.3. Transferts de fonds et autres flux de capitaux dans la CAE 21

Section 2. Etat des lieux de la Gouvernance et de la Migration 22

II.2.2. Tendance mondiale de la Migration.....23

II.2.3. Tendance de la Migration qualifiée dans la CAE 25

Section 3.Transferts de fonds et les variables explicatives.....26

II.3.1. Relation entre Transferts de fonds et Gouvernance 26

II.3.2. Lien entre Migrations et Transferts de fonds.....27

II.3.3. Transferts de fonds, PIB par habitant et taux de change officiel 28

Conclusion du second chapitre.....30

CHAPITRE III : EFFETS DE LA STRUCTURE MIGRATOIRE ET DE LA GOUVERNANCE SUR LES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS DANS LES PAYS DE LA CAE : UNE ANALYSE EMPIRIQUE 31

Section 1. Approche méthodologique 31

III.1.1. Méthodologie et sources de données 31

III.1.2. Spécification du modèle de base.....32

III.1.3. Signes anticipés des coefficients 33

Section 2. Présentation et interprétation des résultats 35

III.2.1. Analyse de la corrélation.....35

III.2.2. Test de spécification de Hausman (1978) 36

III.2.3. Estimation du Modèle à effets aléatoires 37

Section 3. Les implications des résultats en termes de politique économique 41

II.3.1. Valorisation du capital humain 41

III.3.2. Capitalisation des dividendes de la gouvernance 42

III.3.3. Investissement dans l'attractivité du territoire 42

Conclusion du troisième chapitre 43

CONCLUSION GENERALE 44

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES 46

ANNEXES 53

INTRODUCTION GENERALE

Cette partie introductive de cette recherche fournit un exposé sur le contexte, la problématique de la recherche, les objectifs de la recherche, les hypothèses, l'intérêt du sujet, la délimitation et l'articulation du sujet.

1. Contexte de l'étude

Le monde a été caractérisé par le phénomène de migrations internationales. La migration n'est donc pas un phénomène nouveau. Les migrations internationales sont par conséquent un phénomène particulièrement complexe. Le thème des migrations est au cœur du débat politique tant dans les pays d'accueil que dans les pays d'origine des migrants. Le nombre de migrants internationaux est passé de 173 millions, en 2000, à 244 millions en 2015, soit une augmentation de 41 % par rapport à 2000 (Nations Unies, 2016). De plus, le monde comptait 258 millions de migrants soit environ 3,4 % de la population mondiale (Nations Unies, 2017).

Comme d'autres régions, la région de l'Afrique de l'Est connaît différentes migrations de personnes. Le nombre de migrants en provenance d'Afrique de l'Est est estimé à 7 millions dans le monde (Martin et Bonfanti, 2015). Quant à la CAE ce nombre de migrants internationaux est estime à 1,14 millions en 2008, à 1,42 millions en 2012 et à 2,62 millions en 2017(African Union, 2018).

Une fois l'installation et l'intégration dans le pays d'accueil réussies, les migrants transfèrent des fonds dans leurs pays d'origine. Ces transferts ont été identifiés comme une des conséquences des migrations dans le monde. Les transferts de fonds dus aux migrants sont l'apport le plus tangible des migrations. Le volume de fonds transférés par les migrants vers leurs pays d'origine dépend de plusieurs facteurs. L'augmentation du nombre de migrants et l'amélioration du secteur financier permettent la possibilité des transferts de fonds des migrants dans leurs pays d'origine. La corruption affecte négativement les transferts de fonds reçus (Ratha, 2003). Un environnement macroéconomique favorable et des initiatives politiques crédibles impactent positivement les transferts de fonds des migrants (Mathieu, 2013).

Les pays de la CAE ont connu une amélioration en matière de la gouvernance. La Tanzanie et l'Ouganda montrent une meilleure gouvernance car les indicateurs de la gouvernance sont positifs même s'ils n'atteignent pas un seuil de 2,5 prévu pour les pays sont bien gouvernés.

Les pays comme le Kenya et le Rwanda ont connu une amélioration des indicateurs de la gouvernance : le Rwanda a atteint un niveau d'indicateur de la gouvernance de plus de 0,05 en 2010 et le Kenya 0.01. Quant au Burundi, les indicateurs de la gouvernance restent inférieurs à zéro. Dans l'ensemble pour les indicateurs de gouvernance le Rwanda, la Tanzanie, l'Ouganda et la Kenya ont une gouvernance améliorée par rapport au Burundi (Orayo and Mose, 2016).

Les transferts de fonds des migrants vers les pays d'origine (les pays en développement par exemple) ont considérablement augmenté depuis le début des années 2000[1] (Makhlouf, 2013). Ils ont atteint un montant de 414 milliards de dollars en 2013 alors qu'ils s'élevaient à 600 millions de US$ en 1970, à 50 milliards au milieu des années 1990, à 152 milliards en 2005 et à plus de 305 milliards de dollars en 2008 (Iradukunda, 2017).

Le contexte international actuel des transferts de fonds montre que ces fonds constituent une source importante de financement. Les transferts de fonds enregistrés officiellement par les institutions habilitées représentent plus du double de l'aide publique au développement (104 milliards de dollars) et environ deux tiers des investissements directs étrangers (325 milliards de dollars) en 2006 (Banque mondiale, Factbook, 2007).

L'Afrique est un grand bénéficiaire de l'APD. Il est estimé que le montant des transferts de fonds a été de 63,8 milliards de dollars en 2014, ce qui est supérieur aussi bien à l'aide publique au développement dont le continent a bénéficié en 2012 qui était estime à 46,1 milliards de dollars (CNUCED, 2016). Les fonds transférés par les migrants constituent la principale source de devises étrangères pour certains pays en développement. Ces fonds ont été qualifiés de facteur important et stable de financement du développement par la Banque mondiale.

2. Problématique de recherche

Avec la mondialisation à laquelle toutes les nations sont impliquées, le nombre de personnes qui migrent a fortement augmenté. En 2005, la Commission mondiale sur les migrations internationales estime qu'il y a sur la planète près de 200 millions de migrants, soit 3 % de la population mondiale.

[1] Cette augmentation des transferts de fonds des migrants s'explique par le degré d'implication des migrants dans leurs pays d'origine, l'amélioration des institutions financières dans le monde, la baisse des frais liés aux transferts et l'amélioration des instruments de mesure de transferts fonds.

La trajectoire migratoire a été souvent du Sud au Nord c'est- à- dire entre les pays du Sud et du Nord (PNUD, 2005). Le nombre de migrants internationaux a augmenté en atteignant 230 millions de migrants en 2013. Au niveau de la CAE, on observe aussi une augmentation du nombre de migrants au cours des années par exemple ce nombre passe de 2,10 millions en 2008 à 2,61 millions en 2012 et à 4,85 millions en 2017(African Union, 2018).

Alors que 3 % de la population mondiale sont des migrants, les transferts de fonds sont estimés à environ 483 milliards de dollars en 2011. Ces transferts ont atteint 534 milliards de dollars en 2015. Si les transferts de fonds augmentent, c'est bien entendu parce que les flux migratoires continuent eux aussi à augmenter malgré les restrictions sur les mouvements de population (Cassagnard et Makhlouf, 2013). Selon les estimations de la Banque Mondiale (2016), au sein de la CAE, le Kenya domine dans le classement des transferts de fonds avec un montant de 1,55 milliards de dollars dépassant les autres pays de la CAE: l'Ouganda avec 1,05 milliards de dollars, le Rwanda 172 millions, la Tanzanie 61 millions et le Burundi 50 millions de dollars. On remarque les pays de la CAE ont vu à la hausse les montants de transferts de fonds pour l'année 2018 : le Kenya affiche 2,720 milliards $ reçus de ses citoyens vivant à l'étranger, suivi de l'Ouganda avec 1,245 milliard $, puis de la Tanzanie avec 430 millions $, du Rwanda (230 millions $), et enfin le Burundi (36 millions $) (Banque Mondiale, 2018).

Dans les pays en développement, la part des transferts de fonds des migrants a augmenté depuis 1980 passant de 42 % à plus de 70 % des transferts de fonds mondiaux en 2013 (El Hamma, 2015). Par ailleurs, ces transferts de fonds jouent un rôle important dans l'économie de plusieurs pays. Ils constituent une source de financement extérieur pour la majorité des pays en développement. Ces transferts de fonds sont importants et plus élevés que l'aide publique au développement (APD) et viennent en deuxième position après les investissements directs étrangers (IDE). Dans certains cas, le volume de ces transferts peut représenter plus d'un quart du produit intérieur brut (PIB) des pays bénéficiaires.

Dans les pays de la CAE la part des transferts dans le PIB se situe entre 0,60 % à 3,70 % du PIB. A titre d'exemple, les transferts s'élèvent à 3,78 % en Ouganda, à 2,48 % au Kenya, à 2,24 % au Rwanda et à 0, 64 % et 0,68 % au Burundi et en Tanzanie respectivement (Banque Mondiale, 2020). Pour les pays bénéficiaires, la question des transferts de fonds des migrants est un enjeu majeur. Pour ce, les transferts de fonds font l'objet de beaucoup de débats relatifs aux coûts et aux bénéfices de la migration vu leur volume et leur importance croissante.

Le phénomène de transferts de fonds suscite donc un débat passionnant au sein de la classe des politiciens, des chercheurs et des universitaires du fait qu'il touche à des aspects humains, économiques et financiers. Dans un contexte de mondialisation grandissante, ces transferts de fonds représentent des opportunités mais aussi des défis pour les pays d'origine et d'accueil. De ce fait, ils méritent une attention particulière. Cette problématique se décline alors autours des interrogations et des réflexions. On est donc amené à s'interroger sur les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants. En d'autres termes, la structure migratoire et la gouvernance influencent-elles les transferts de fonds des migrants ? De façon spécifique, quels sont les facteurs démo-économiques, personnels et familiaux et institutionnels qui influencent les transferts fonds des migrants ?

3. Objectifs

L'objectif général est d'analyser les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. Spécifiquement, il s'agit :

- De présenter une littérature sur les transferts de fonds des migrants, les migrations et la gouvernance.
- D'identifier les facteurs démo-économiques, personnels et familiaux ainsi que les facteurs institutionnels qui expliquent les transferts des fonds dans les pays d'origine des migrants.

4. Hypothèses

On formule les hypothèses suivantes pour guider ce travail :

H_{01} : Le flux des migrants qualifiés [2] à l'étranger accroît les transferts de fonds dans la CAE.

H_{02} : La stabilité politique favorise les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE.

5. Intérêt du sujet

Des recherches ont été déjà menées dans le domaine des transferts de fonds des migrants. Cependant, le présent travail permet de faire une étude fondée sur les effets de structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. L'étude apporte alors une information qui va servir scientifiquement de référence ou d'inspiration aux futurs chercheurs dans le domaine de transferts de fonds.

[2] Migrants qui ont un niveau d'éducation supérieur (tertiaire). Il s'agit de la qualification scolaire.

Elle fournit une information aux décideurs et responsables politiques sur la compréhension de quelques-uns des déterminants des transferts de fonds. Cette compréhension va créer au sein de la Communauté un climat opportun aux politiques qui ont la capacité d'encourager et d'exploiter pleinement les avantages des transferts de fonds pour le développement de la CAE.

6. Délimitation et articulation du sujet

L'étude s'intéresse aux pays de la CAE, une communauté de six pays[3] sur une période de 2000 à 2018. Connaissant un manque d'information sur la période d'étude, le Soudan du Sud est éliminé et cela permet d'avoir un panel de cinq pays[4]. On analyse les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).

Le travail est articulé autour de trois chapitres encadrés par une introduction générale et une conclusion générale :

Chapitre I : Structure migratoire, Gouvernance et Transferts de fonds des migrants : revue de la littérature. Ce chapitre présente une revue littéraire théorique de la migration, de la gouvernance et des transferts de fonds ainsi la revue empirique des déterminants des transferts de fonds des migrants.

Chapitre II : Structure migratoire, Gouvernance et Transferts de fonds des migrants : état des lieux. Ce chapitre fournit la dynamique de transferts de fonds des migrants, de la gouvernance et de la migration et traite les relations entre transferts de fonds des migrants et ses variables explicatives.

Chapitre III : Effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE : une analyse empirique. Il étudie empiriquement à l'aide d'un modèle économétrique les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays membres de la CAE.

[3] Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Soudan du Sud.

[4] Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie.

CHAPITRE I : STRUCTURE MIGRATOIRE, GOUVERNANCE ET TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : REVUE DE LA LITTERATURE

Dans ce chapitre, on fait un aperçu sur la revue de littérature. Ce chapitre est constitué de trois sections. La première section s'occupe de migratoires et transferts de fonds des migrants, la seconde traite de la Gouvernance et des transferts de fonds des migrants et la troisième section quant à elle, aborde la revue empirique des déterminants des transferts de fonds des migrants.

Section 1. Transferts de fonds et Migrations

Cette première section s'occupe de la littérature théorique sur la relation entre les transferts de fonds et les migrations.

I.1.1. Approches théoriques des transferts de fonds des migrants

Les transferts de fonds sont des opérations de répartition sans contrepartie effectuées par un agent économique au profit d'un autre agent économique. Les transferts de fonds des migrants sont les envois d'actifs financiers effectués par les migrants qui vivent et travaillent dans une autre économie, en faveur des résidents de leur pays d'origine (Gbenou, 2015).

Selon la Banque Mondiale (2005), les transferts personnels sont les transferts monétaires courants reçus par les ménages résidents et envoyés par un ménage non résident. Ce sont des transferts courants entre les résidents et les non-résidents. Pour cette définition, on cible avec précision les transferts réels des migrants. On adopte cette définition de la Banque Mondiale puisque la plupart des données portant sur les transferts de fonds des migrants proviennent de cette institution.

La Banque Mondiale et le FMI groupent les transferts de fonds des migrants en trois catégories à savoir: les transferts des travailleurs migrants, la rémunération des salariés (les compensations des employés) et les transferts des migrants. Les transferts des travailleurs migrants sont des transferts courants privés opérés par des travailleurs migrés résidant dans un pays hôte en faveur de leurs proches restés dans le pays d'origine du migrant en question. La rémunération des salariés se réfère aux salaires bruts et autres avantages sociaux gagnés par les travailleurs non-résidents. Quant aux transferts des migrants, il s'agit des transferts de capitaux liés à l'ensemble des actifs financiers et non financiers que les migrants emportent quand ils se déplacent vers le pays hôte ou quand ils retournent dans leur pays d'origine.

Les migrants utilisent généralement deux méthodes (formelle et informelle) appelées canaux de transmission des fonds pour transférer des fonds vers leurs pays d'origine. Les méthodes de transferts de fonds qualifiées de formelles regroupent la poste, les banques, les bureaux de change, les sociétés de transferts de fonds (MoneyGram, Western Union…) et les agences de voyage. Les transferts de fonds peuvent s'effectuer dans des entreprises financières en plus des Banques qui sont des personnes morales autres que les établissements de crédits qui effectuent en l'état, à titre de profession habituelle des opérations de transferts de fonds. Les entreprises de transfert de fonds les plus connues dans le monde sont les sociétés de Western Union et MoneyGram. Un migrant peut également choisir des canaux informels pour transférer ses fonds à sa famille, ou à sa communauté installée dans le pays d'origine. L'individu désirant rapatrier des fonds peut le faire lui-même, par le biais d'amis, de parents ou d'employés de sociétés de transferts.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la plupart des transferts de fonds passent par des canaux informels. Ceci s'explique par l'état embryonnaire du système financier et bancaire. Dans ces pays, le recours au secteur informel pour transférer des fonds s'explique aussi par la nature illégale de l'émigration. Le recours au canal informel est aussi justifié d'une part par son coût relativement faible par rapport au canal formel qui varie généralement entre 1 et 5% du montant transféré (Freund & Spatafora, 2008).

Dans la CAE les transferts de fonds se font outre MoneyGram et Western Union par MTN Mobile Money[5] (au Rwanda), M-PESA (au Kenya et en Tanzanie), Airtel money (en Ouganda) et Ecocach, Lumicash, Smart pesa, etc. (au Burundi). Face aux difficultés de quantification du volume de ces fonds transférés par le biais de ce canal informel, l'étude portera sur les transferts des fonds transitant par le canal formel enregistrés dans la base de données de la Banque Mondiale.

[5] MTN Mobile Money, M-PESA, Airtel money, Ecocach, Lumicash, smart pesa, etc. sont des canaux de transferts d'argent mis en place par des compagnies de téléphonie mobile.

I.1.2. Concept de la migration et approches théoriques

La Migration est un déplacement d'une personne ou d'un groupe de personnes, soit entre deux pays, soit dans un pays entre deux lieux situés sur son territoire.

Selon l'OIM (2018), un migrant est toute personne qui, quittant son lieu de résidence habituelle, franchit ou a franchi une frontière internationale ou se déplace ou s'est déplacé à l'intérieur d'un Etat quels que soient le statut juridique et le caractère volontaire ou involontaire du déplacement. Quant à Naiditch (2010), un migrant est un individu qui s'installe dans un nouveau pays.

La migration se rapporte aux mouvements de population impliquant un changement du lieu de résidence habituelle, quelles que soient leur cause, leur composition, leur durée. La migration peut être constituée par les migrations de réfugiés ou de déplacés, de migrants économiques et de personnes se déplaçant à d'autres fins. Cette constitution de la migration peut être considérée comme de la structure migratoire (Tapsoba, 2017).

La migration de réfugiés appelée aussi migration de contraintes est un déplacement expliqué par des persécutions ethniques, religieuses, régimes politiques injustes, guerres civiles dans un pays. La migration économique ou du travail est une migration dû aux objectifs d'emploi ou des raisons économiques. Cette migration est par nature difficile à l'évaluer compte tenu du manque de chiffres pour le secteur informel et des clandestins. On s'intéresse dans cette étude de la structure migratoire dite migration économique où des personnes migrent pour des causes économiques.

La migration internationale est définie comme étant un mouvement de population variable à la fois dans le temps et dans l'espace et qui donne lieu au déplacement d'un individu hors des frontières de son pays natal avec le changement de résidence, à la recherche des conditions nouvelles plus favorables. La migration peut être considérée aussi comme stratégie de gestion des risques par le courant néo-classique. Ce dernier tient compte de l'attitude individuelle face à l'aversion au risque comme un déterminant de la décision de migrer.

Le mot migration est formé de deux éléments essentiels : l'émigration et l'immigration. L'émigration est une action de quitter son État de résidence pour s'installer dans un État étranger. Il s'agit du déplacement temporaire ou permanent d'un individu ou d'un groupe d'individus vers un autre pays.

C'est un phénomène qui est provoqué généralement par le besoin ou le désir de bénéficier de conditions économique et sociale plus favorables. L'Immigration est une action de se rendre dans un État dont on ne possède pas la nationalité avec l'intention de s'y installer. Il s'agit du fait de séjourner de manière durable ou de s'installer définitivement dans un pays étranger.

Le thème de la migration internationale gagne de plus en plus d'importance auprès de divers acteurs et la littérature consacrée pour l'appréhender témoigne de l'acuité du sujet. Aborder le thème de migration internationale de par un seul angle ne permet pas donc une meilleure compréhension du sujet de la migration internationale. On l'analyse généralement par diverses approches : la sociologie, les sciences politiques et les sciences économiques. C'est à cette dernière approche qu'on s'intéresse dans le cadre de cette étude. On définit alors le concept de migration tel qu'il est utilisé dans le champ des sciences économiques. La migration économique est un mouvement de personnes d'un pays à un autre, ou à l'intérieur de leurs pays de résidence à des fins d'emploi ou des raisons purement économiques.

La migration internationale présente des défis aussi bien que des opportunités pour les pays d'origine que d'accueil des migrants et les migrants concernés. Pour les pays d'origine des migrants, d'une part, les aspects négatifs potentiels associés à la migration comprennent la perte de travailleurs qualifiés (fuite des cerveaux) et l'inflation potentielle dans l'économie locale en raison des transferts de fonds. D'autre part, les opportunités offertes par la migration comprennent l'entrée de transferts de fonds, les investissements des diasporas, etc.

Le phénomène de la migration internationale a été expliqué par plusieurs théories dont la théorie économique néoclassique, la théorie de la nouvelle économie de la migration, la théorie du Double marche du travail, la théorie du système mondial et la théorie systémique des migrations internationales. Pour cette étude, on s'intéresse à la théorie économique néoclassique et à la théorie de la nouvelle économie. Ces deux théories rendent la migration intelligible de façon économique.

La première contribution scientifique sur le sujet de la migration dans la théorie économique néoclassique a été proposée en premier lieu par Ravenstein (1885). Ravenstein constate que la majorité des raisons de la migration sont des raisons économiques et la plus importante de ces raisons tient aux motivations économiques des acteurs (Piquet et Giada de Coulon, 2010). La théorie économique néoclassique affirme que les migrations sont donc la conséquence des différences de salaires réels et de revenus entre les pays.

Les économistes Harris et Todaro (1970) ont développé l'idée de Ravenstein pour mettre les bases théoriques du modèle néoclassique. Dans leur modèle, ils considèrent que le salaire espéré par le migrant amène les personnes à migrer compte tenu du profil et des coûts liés au déplacement mais pas uniquement la différence de salaire entre deux espaces. En comparant les opportunités salariales de leur pays d'origine à celles des pays de destination, les migrants font un calcul coût-bénéfice dans l'optique de maximiser le revenu : ils prennent le choix de migrer vers les destinations à opportunités salariales plus élevées.

Contrairement à la théorie néoclassique qui considère la migration comme une décision individuelle des migrants, la théorie de la nouvelle économie de la migration suppose quant à elle que la migration doit être étudiée au sein des entités sociales et non au niveau des individus isolés. La décision de migrer n'est pas prise par le candidat à la migration seul. Il s'agit d'un résultat d'une stratégie familiale en vue d'améliorer le statut socio-économique. Les migrants ne cherchent pas seulement à maximiser leur revenu comme dans la théorie néoclassique, mais à minimiser les risques en diversifiant les sources de revenus. En cas de mauvaises situations économiques dans le pays d'origine, le migrant soutient sa famille à travers les transferts de fonds.

I.1.3. Relation entre transferts de fonds et migrations

Le nombre de migrants internationaux dans le monde entier n'a cessé de croître et a passé de 173 millions, en 2000, à 244 millions en 2015 (Nations Unies, 2016). L'augmentation des migrations a des implications tant politiques qu'économiques et soulève, par conséquent, de multiples questions dans les pays récipiendaires. Les transferts de fonds effectués par les migrants vers leur pays d'origine représentent, sans doute, l'élément le plus tangible de la conséquence de la migration. La migration et les transferts de fonds des migrants sont donc deux phénomènes étroitement liés.

Section 2. Gouvernance et transferts de fonds

La deuxième section de ce chapitre traite de la relation théorique entre la Gouvernance et les transferts de fonds des migrants.

I.2.1. Concept de Gouvernance selon les Institutions Internationales

Selon le PNUD (2008), la gouvernance est définie comme étant l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Elle englobe alors, les mécanismes, les processus et les institutions par le biais desquels les citoyens expriment leurs intérêts, exercent leurs droits juridiques, assument leurs obligations et auxquels ils se réfèrent pour régler leurs différends. Cette définition donnée par le Programme des Nations Unies pour le Développement signifie que la gouvernance traduit la gestion des affaires publiques englobant tous les acteurs économiques : l'Etat, le secteur privé et la société civile.

Selon Susana C.et al. (1994), la gouvernance est le processus à travers lequel les fonctions de l'Etat sont exécutées et les gouvernements sont choisis, tenus responsables, suivis et remplacés.

Pour Pesqueux (2004), la gouvernance est l'ensemble des modalités d'articulation individu-société civile-représentation politique dans les termes d'une organisation de la délibération entre le groupe d'intérêts. Pesqueux (2020) souligne que la gouvernance concerne les formes de coordination d'agents et d'institutions en vue de réaliser des buts communs. Elle renvoie à l'ensemble d'institutions, de réseaux d'agents publics et privés et de normes qui contribuent à la stabilité de la société ou d'un régime politique.

La Banque Mondiale (2004) en donne la définition suivante : par gouvernance, on fait référence aux traditions et institutions dans le cadre desquelles le pouvoir est exercé dans l'intérêt général dans un pays donné. Cela comprend : d'abord le processus par lequel les détenteurs du pouvoir sont sélectionnés, contrôlés et remplacés, ensuite la capacité du gouvernement à gérer ses ressources et mettre en œuvre des politiques adéquates et enfin le respect des citoyens et de l'État à l'égard des institutions qui régissent les relations.

La gouvernance comprend alors trois dimensions à savoir la dimension politique, économique et administrative. Pour la gouvernance politique, il s'agit d'un processus de prise de décision ayant incidence sur l'élaboration des politiques. Quant à la gouvernance économique, elle est un processus de prise de décision ayant des incidences sur les activités économiques et sur les

relations économiques avec le reste du monde. Et la gouvernance administrative est un processus de prise de décision ayant des conséquences sur le système de mise en œuvre des politiques (PNUD, 2008).

Kaufman[6] propose six(6) indicateurs de la gouvernance dont: la Stabilité politique et absence de violence, l'efficacité des pouvoirs publics, la qualité de la réglementation, la maîtrise de la corruption, la voix citoyenne et responsabilité et l'état de droit. La Stabilité politique et absence de violence mesure la perception de la probabilité d'une déstabilisation de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents. L'efficacité des pouvoirs publics mesure la qualité des services publics, les performances et l'indépendance de la fonction publique, la qualité de l'élaboration et de l'application des politiques, et la crédibilité de l'engagement des pouvoirs publics.

La qualité de la réglementation est la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé. La maîtrise de la corruption par un Etat est une mesure de l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que la prise en otage de l'Etat par les élites et les intérêts privés.

La voix citoyenne et responsabilité inclue un nombre d'indicateurs mesurent les différents aspects de processus politique, les libertés civiles et les droits politiques. Elle mesure le degré de la participation des citoyens dans le choix de gouvernement. Elle inclut aussi trois indicateurs qui mesurent l'indépendance des médias. L'état de droit *:* Cet indicateur mesure à quel point les individus et les compagnies portent la confiance ou la défiance par rapport aux lois de la société, en particulier il mesure le fonctionnement et l'indépendance du système judiciaire, y compris la police, la protection des droits de propriété, la qualité de l'application des contrats, aussi bien que celle des crimes et la violence.

La gouvernance est une notion parfois controverse car elle est définie et entendue de manière diverse et parfois contradictoire. Elle désigne un mouvement de décentration de la réflexion, de la prise de décision et de l'évaluation avec la multiplication des lieux et des acteurs impliqués. Elle envoie donc à la mise en place des nouveaux modes de pilotages ou de régulation plus souple et éthiques fondées sur un partenariat ouvert et éclairé entre différents acteurs et parties prenantes tant aux échelles nationales qu'internationales.

[6]Directeur du programme gouvernance mondiale à l'institut de la Banque Mondiale

I.2.2. De la gouvernance générale à la bonne gouvernance

La notion de gouvernance est qualifiée dans certains cas comme bonne, et dans d'autres comme mauvaise. C'est en 1989 que la notion de la bonne gouvernance a été utilisée dans le rapport de la Banque Mondiale sur l'Afrique pour affirmer que les problèmes de développement en Afrique sont dus à une crise de gouvernance. D'après la Banque Mondiale, les échecs des plans d'ajustement structurel (PAS) sont liés à une mauvaise gouvernance dans les pays pauvres (Solinis, 2003). La mauvaise gouvernance se manifeste donc dans l'accroissement de la bureaucratie et de la corruption. Ceci est dû à l'inefficacité des institutions publiques. Par ailleurs, la gouvernance est bonne au sens où elle doit tendre à une amélioration progressive et continue. De ce fait, la gouvernance est bonne quand ses institutions, ses méthodes et/ou ses résultats sont bons.

La notion de bonne gouvernance est issue de la théorie macroéconomique et de la science administrative anglo-saxonne. Elle a été diffusée dans les années 1990 par la Banque mondiale comme condition nécessaire des politiques de développement. La notion de bonne gouvernance est particulièrement importante aujourd'hui dans la mesure où l'épithète bonne change de signification selon les domaines : la bonne gouvernance du secteur privé est la corporate, celle du secteur public le public management, celle des réseaux met l'accent sur les multiples niveaux avec la référence à des règles explicites et des règles implicites.

Ainsi la qualité de la gouvernance est toujours relative. Elle se réfère au développement durable et aux objectifs poursuivis par une organisation sociale bien conçue. Un régime politique centré sur la confiance est nécessaire entre les gouvernants et les gouvernés dans un état de droit où le fonctionnement des institutions et administrations connaît un suivi rigoureux pour une amélioration au sens de responsabilité et de l'efficacité.

I.2.3. Relation théorique entre la gouvernance et transferts de fonds à travers la stabilité politique

La stabilité politique est une perception de la probabilité selon laquelle le gouvernement peut être déstabilisé, renversée par des moyens inconstitutionnels ou par la violence politique dans un pays. Un système politique stable dans les pays d'origine permet de garantir les droits de propriété pour les migrants et cela encourage les transferts de fonds. La stabilité politique est une condition nécessaire à la performance économique. L'environnement économique d'un pays est alors, dans ce cas, prévisible pour attirer les investisseurs.

La stabilité politique est un facteur d'incitation pour les migrants qui transfèrent des fonds aux membres de sa famille restés dans le pays d'origine dans le but de faire des investissements. La stabilité politique entraîne alors une allocation optimale des ressources financières extérieures et cela permet de surmonter la contrainte financière de l'imperfection des marchés des capitaux dans les pays d'origine.

Section 3. Revue empirique sur les déterminants des transferts de fonds des migrants

Cette section s'occupe de la revue empirique sur les déterminants des transferts de fonds des migrants.

I.3.1. Facteurs démo-économiques

Des facteurs démo-économiques comme le stock des migrants, le niveau de qualification des migrants, le temps passé à l'étranger par les migrants, le revenu de la famille, le taux de change, le taux d'inflation peuvent dévoiler la situation économique dans le pays d'origine. Ces facteurs sont donc susceptibles d'influencer les transferts de fonds. De nombreuses études tentent de montrer les relations existant entre les variables économiques et les transferts de fonds. Certaines d'entre elles montrent que les facteurs économiques ont un impact alors que d'autres en revanche réfutent cet impact sur les transferts de fonds.

En analysant les envois de fonds à destination de la Yougoslavie, de la Turquie, du Portugal, du Yémen, du Pakistan et de l'Inde entre 1973 et 1977, Chandavarkar (1980) montre que le taux de change a un effet positif sur les envois de fonds. De même, les résultats de Lianos (1997) confirment que le taux de change officiel et le flux migratoire sont des variables macroéconomiques susceptibles d'influencer les transferts de fonds. Mais Ratha (2003) attribue aux transferts de fonds un effet positif comme une compensation financière permettant un autre investissement (Coiffard, 2011). Les travaux de Docquier et Marfouk (2004) soulignent que les montants des fonds transférés dans un pays d'origine dépendent fortement du nombre des émigrés travaillant à l'étranger.

Selon les travaux de Faini (2007) lorsqu'il veut répondre aux problématiques du Brain Drain versus Brain gain dans les pays en développement, il constate qu'il existe une relation inverse entre le montant des transferts de fonds et le niveau de qualification des migrants se trouvant à l'étranger. Faini (2007) montre que les migrants qualifiés proviennent des familles plus aisées qui ont besoins moins de transferts de fonds. De plus, le niveau de revenu permet de bénéficier du regroupement familial pour les migrants qualifiés.

Selon l'étude d'Adams (2008) sur un certain nombre de variables démo-économiques afin de mesurer les impacts sur les flux de transferts de fonds des migrants, une corrélation négative entre le niveau de qualification des migrants et les flux de transferts de fonds des migrants peut être expliquer par le fait que les migrants qualifiés sont susceptibles de faire venir les membres de leur famille et de demeurer de façon permanente dans le pays d'accueil. Aydas et al. (2005), en étudiant les déterminants des transferts de fonds à destination de la Turquie pour la période de 1979-1993, trouvent que le revenu de la famille et taux d'inflation affectent négativement les transferts de fonds.

I.3.2. Facteurs personnels et familiaux

Les migrants peuvent transférer des fonds dans leurs pays d'origine pour des raisons personnels ou familiaux (altruisme et intérêt personnel, contrat implicite d'arrangement et contrat implicite d'assurance et de coassurance). L'altruisme a été considéré comme un motif déterminant des transferts de fonds par de nombreuses études empiriques menées pour tenter de déterminer quel motif principal est à la base des transferts de fonds des migrants vers leur pays d'origine. Une des premières études empiriques est celle menée par Lucas & Stark (1985) s'appuyant sur des données collectées au Botswana pendant la période de 1978-1979. Selon Lucas & Stark (1985), les transferts de fonds sont liés au revenu des bénéficiaires. D'après les études de Haas (2006) au Maroc et Ratha & Mohapatra (2007) en Indonésie, au Mexique et aux Philippines, les migrants envoient de l'argent à leur famille pour subvenir aux besoins sans rien attendre en retour. L'intérêt personnel concerne les investissements réalisés par le migrant dans son pays, son intention de retour et son intention d'hériter. Dans une étude au Kenya, Hoddinott (1994) souligne que la famille fait pression sur les migrants pour qu'ils augmentent les transferts de fonds en les menaçant de les déshériter des terres familiales.

Des études ont été réalisées pour mettre en évidence la présence d'un contrat familial implicite de remboursement de prêt. C'est le cas par exemple des études portant sur le Kenya montrant une corrélation positive entre la proportion du revenu des citadins transféré vers les campagnes et le niveau d'éducation du migrant. Cela a été interprété comme une preuve du remboursement des dépenses éducatives consenties pour le migrant par sa famille. D'autres études comme celles de Roberts & Morris (2003) montrent que les migrants aux Etats-Unis d'origine mexicaine transfèrent des fonds à leur famille afin de garantir leur accès au réseau d'emplois des migrants.

Un autre motif de transferts de fonds est le contrat implicite d'assurance et de coassurance où une famille envoie l'un de leurs membres à l'étranger afin de tirer profit des transferts de fonds. Ces transferts de fonds constituent un gage de sécurité pendant des chocs négatifs et inattendus liés à des mauvaises conditions de vie et s'expliquent par la volonté de la famille de s'assurer contre les risques (Lucas et Stark, 1985). La famille considère alors ce contrat de coassurance comme un moyen de réduire ses risques économiques et d'augmenter potentiellement ses revenus en diversifiant ses sources de revenus (Azam et Gubert 2005).

Des études confirment l'importance de ce contrat de coassurance et des transferts de fonds comme outil de diversification des risques. Les travaux de Gubert (2002) sur les données du Mali montrent que les fonds reçus sont positivement corrélés aux chocs subis par les familles maliennes. Ces fonds contribuent donc à protéger les familles contre le désagrément de chocs de revenu et cela favorise l'adoption de nouvelles techniques de production.

Ces résultats corroborent également avec ceux de Miller et Paulson en 2007 pour les Phillipines et la Thaïlande où les précipitations ont un impact positif sur les transferts de fonds. De même, Gubert (2002), sur les données maliennes observées en 1997, constate que la migration est motivée par le souci de diversifier les risques. Les transferts de fonds sont donc positivement corrélés avec les chocs subis par les familles. Les transferts de fonds servent à soutenir les familles dans le cas de chocs de revenu et à adapter de nouvelles techniques de production. Les résultats de Lowell et de la Graza (2000) lorsqu'ils étudient les transferts de fonds en provenance des Etats-Unis et à destination des pays de l'Amérique Latine, confirment que le temps passé à l'étranger influence négativement les montants de fonds transférés. Ainsi, une augmentation de 1 % de la durée du séjour du migrant diminue 2 % la probabilité de transférer les fonds par les migrants.

I.3.3. Facteurs institutionnels

La littérature relève que le développement du secteur financier qui détermine la capacité du pays à recevoir des fonds et la stabilité politique qui incite les migrants à transférer les fonds pour réaliser les investissements sont considérés comme déterminants institutionnels. Ainsi, les travaux du FMI (2005) et de la BM (2006) sur les implications des transferts des fonds et de la migration montrent une influence positive entre le développement du système financier et les transferts de fonds transitant par les canaux informels.

Par ailleurs Freund et Spatafora (2008) montrent que, dans l'étude relative aux transferts de fonds menée dans les économies à faible et à moyen revenu entre 1995 et 2002, les coûts élevés des transferts de fonds réduisent le montant des fonds à transférer. En s'intéressant au cas de l'Egypte, Wahba (1991) trouve que la stabilité politique affecte de manière significative les transferts de fonds. La stabilité politique a donc une incidence positive sur les transferts de fonds des migrants.

Conclusion du premier chapitre

L'objectif de ce premier chapitre est de discuter sur les concepts des transferts de fonds, des migrations et de la gouvernance dans les pays membres de la CAE, lesquels constituent les points culminants de ce travail. On s'intéresse sur les approches théoriques des transferts de fonds, de la gouvernance et des structures migratoires et les relations qui les lient. On constate que les transferts de fonds sont des conséquences de la migration et que la gouvernance à travers la stabilité politique est une condition d'encouragement pour que les migrants rapatrient les fonds d'investissements dans leurs pays d'origine. Une revue empirique sur les déterminants des transferts de fonds montre que les transferts de fonds sont influencés par les motifs démo-économiques, les motifs personnels et familiaux ainsi que les motifs institutionnels. Ainsi, le second chapitre a pour l'objectif de faire l'état des lieux de la structure migratoire, de la gouvernance et des transferts de fonds des migrants.

CHAPITRE II : STRUCTURE MIGRATOIRE, GOUVERNANCE ET TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS : ETAT DES LIEUX

Le présent chapitre se propose de donner l'état des lieux sur les structures migratoires, la gouvernance et les transferts de fonds des migrants. Il s'organise autour trois sections dont la première section présente la dynamique des transferts de fonds, la seconde s'occupe de la gouvernance et de la migration et la troisième traite les relations entre transferts de fonds des migrants, gouvernance, migration, PIB par hab.et taux de change officiel .

Section 1. Dynamique des transferts de fonds des migrants

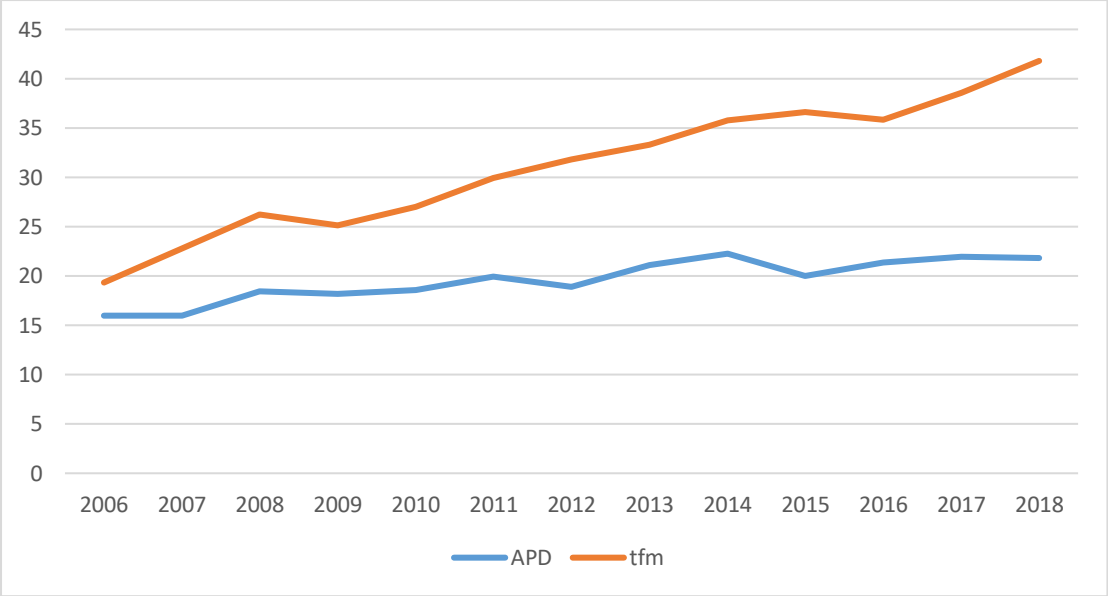
Dans cette section on s'occupe de l'analyse des différentes évolutions des transferts de fonds dans le monde et dans la Communauté de l'Afrique de l'Est.

II.1.1.Transferts de fonds dans le monde entre 2000-2018

On s'intéresse aux transferts formels mondiaux des migrants et les études montrent que ces transferts de fonds sont en augmentation et représentent une source relativement stable de devises pour les pays bénéficiaires (Ratha, 2003). En 2005 on estime à plus de 152 milliards $ dont près de 141 milliards sont à destination des pays en développement (Aouchar, 2011).

A partir de 2015, on remarque que les envois des fonds commencent à augmenter mais dans un rythme moins que l'aide publique et plus que les IDE. Ce constat est lié à la bonne conjoncture économique et à l'état de santé socioéconomique de ces migrants. (Eddine et Abdellah, 2020). La Banque mondiale estime que les transferts dans le monde ont enregistré une croissance pour s'élever à 385,999 milliards de dollars en 2017 contre 358,655 milliards de dollars en 2016. Ces transferts de fonds progressent et s'établissent à 415,096 milliards de dollars en 2018 (Banque Mondiale, 2018). L'augmentation importante des transferts de fonds s'expliquent par beaucoup de facteurs tels que l'augmentation massive du stock de migrants, l'élargissement de la gamme de services de transferts.

Graphique 1 : Evolution des transferts de fonds et de l'APD dans le monde en milliards de $ (2006-2018)



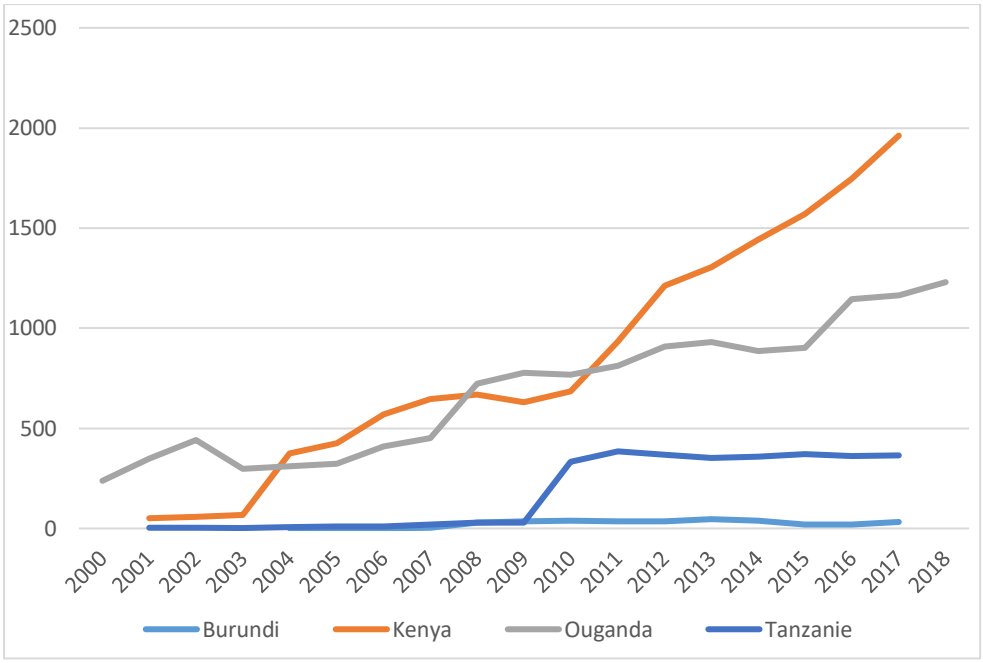
Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (2020)

On constate sur le graphique une baisse des tfm pour l'année 2008. Cette baisse est due à l'effet des crises. En 2008 la plupart des pays ont été touchés par une crise de liquidité et parfois de solvabilité tant au niveau des banques que des États. Plusieurs établissements financiers ont entré en cession de paiement et cela entraîne une raréfaction du crédit aux entreprises. Mais à partir de l'année 2010, on remarque une hausse des transferts de fonds dans le monde dû à la bonne conjoncture économique et à l'amélioration de l'état de santé socioéconomique dans le monde. On remarque aussi que le montant des tfm est supérieur au montant des APD.

II.1.2. Tendances des transferts de fonds des migrants dans la CAE

Les transferts de fonds des migrants de la CAE résidant dans les pays avancés sont beaucoup plus élevés et cela reflète probablement un certain nombre de facteurs par la reprise notable de l'économie mondiale, le besoin croissant des migrants de faire des investissements importants dans leurs pays d'origine, l'adaptation des nouvelles technologies financières pour soutenir les flux monétaires mais aussi le fait que les migrants de la CAE qui résident en dehors de la région sont mieux éduqués. Le montant de fonds transféré varie également selon les pays destinataires. Les migrants kenyans transfèrent le montant le plus élevé en moyenne, tandis que les migrants burundais transfèrent le montant le plus faible parce que les Kényans sont les éduqués que les Burundais (Yang, F. et al., 2016).

Graphique 2: Evolution des transferts de fonds dans les pays de la CAE en millions de $ (2000-2018)



Source : Auteur à partir des données de WDI(2020) et grâce à l'Excel

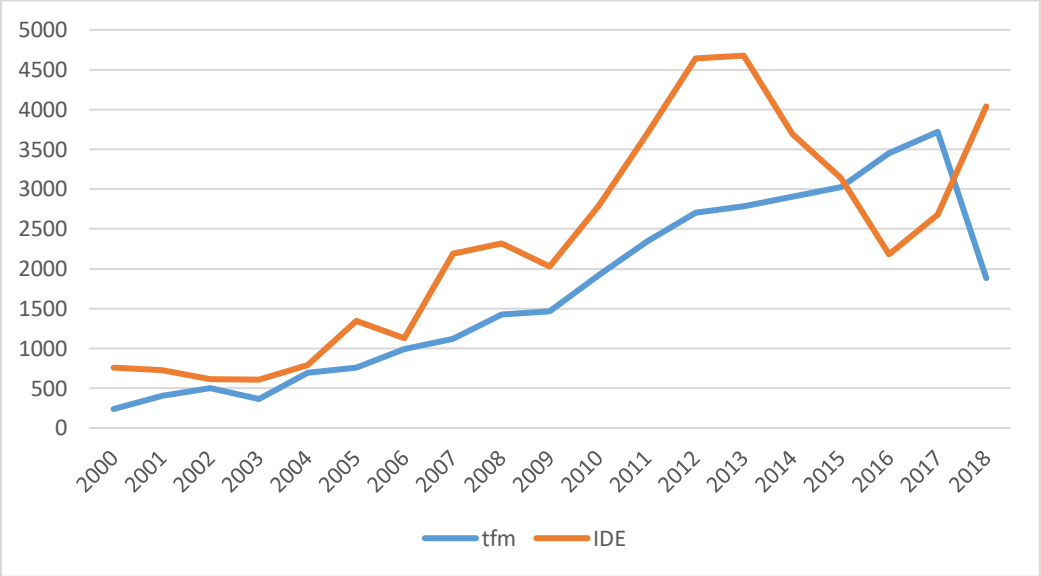
Sur le graphique on constate que deux pays sur cinq de la CAE enregistrent des transferts importants des fonds des émigrants. Il s'agit du Kenya et de l'Ouganda. Les transferts de fonds des migrants du Burundi sont très faibles. Le Rwanda n'apparait pas sur le graphique du fait que les données sur les transferts de fonds des migrants sont disponibles à partir de l'année 2010. Pour le Kenya, les transferts de fonds des migrants ont connu une tendance générale croissante en atteignant 1441 millions de $ en 2014. La tendance générale croissante s'observe également en Ouganda où les flux de transferts sont atteints 1029 millions de $ en 2014.

II.1.3. Transferts de fonds et autres flux de capitaux dans la CAE

Selon la CNUCED (2011), les transferts de fonds à destination des pays en développement ont repris leur croissance en 2010 (dépassant 325 milliards de $) après un ralentissement lié à la crise financière internationale. Ils sont devenus une source de financement extérieur plus importante que l'APD après les IDE. Pour la Communauté de l'Afrique de l'Est, l'analyse de données sur les transferts de fonds montre que les transferts de fonds ne semblent pas avoir dépassé les autres flux de capitaux (APD et IDE). Mais on remarque qu'à partir de l'année

2016, les transferts de fonds des migrants ont atteint plus 3449 millions de $ et dépassent les Investissements Directs Etrangers (IDE).

Graphique 3 : Evolution comparée des transferts de fonds et les IDE dans la CAE en millions de $



Source : Auteur à l'aide de l'Excel à partir des données de WDI (2020)

D'après le graphique ci-dessus, les transferts de fonds des migrants de la Communauté Est Africaine restent inférieurs au niveau d'investissements directs étrangers (IDE) entre 2000 et 2015. En 2008, on remarque une baisse des tfm qui est dû à l'effet de la crise internationale où la majorité des pays du monde sont touchés. A partir de 2015, on constate que les transferts des fonds ont augmenté plus que les IDE. Cette augmentation peut être liée à la bonne conjoncture économique et à l'amélioration de l'état de santé socioéconomique des migrants qu'au niveau national qu'international.

Section 2. Etat des lieux de la Gouvernance et de la Migration

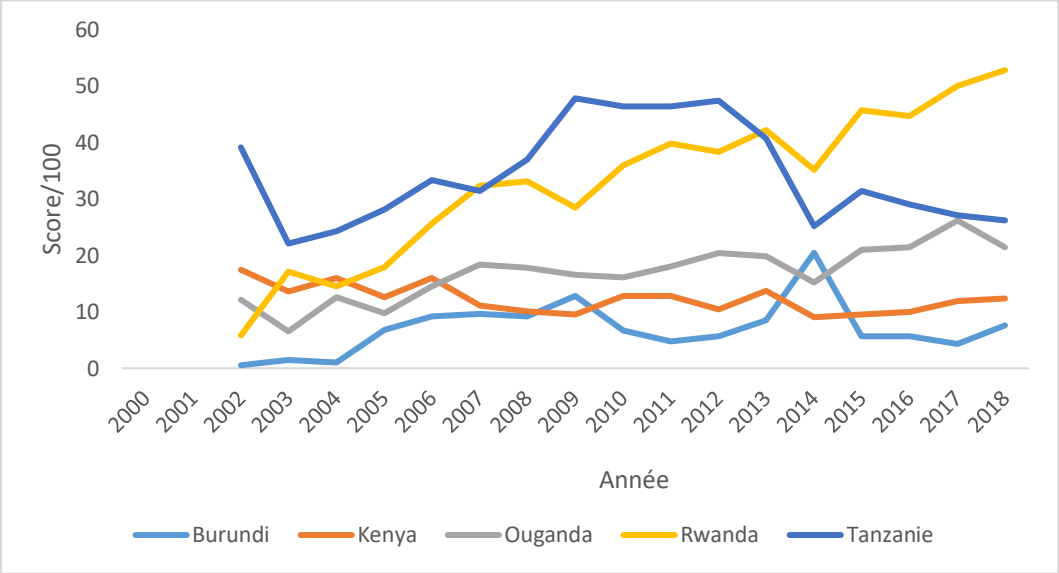
On s'intéresse dans cette section de l'état des lieux de la gouvernance (CAE).

II. 2.1. Gouvernance dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE)

Les pays africains s'inscrivent progressivement dans une nouvelle tendance en matière de gouvernance avec la création de l'Union Africaine. En ce qui concerne la stabilité politique, en 1996, l'Ouganda, le Rwanda et la Burundi connaissaient des niveaux plus bas de l'indicateur de gouvernance avec -1,61, -1,95 et -2,24 respectivement alors que le Kenya et la Tanzanie avaient des niveaux mieux améliorés par rapport à ceux des pays ci-haut cités (-0,74

et -0,71 respectivement). Pour l'année 2011, la Tanzanie a eu un meilleur classement à -0,01 et le Burundi a eu le pire à -1,81 pour la stabilité politique (Orayo et Mose, 2016).

Graphique 4: Evolution de la gouvernance à travers la stabilité politique dans les pays de la CAE



Source *:* Auteur avec les données de WGI (2020)

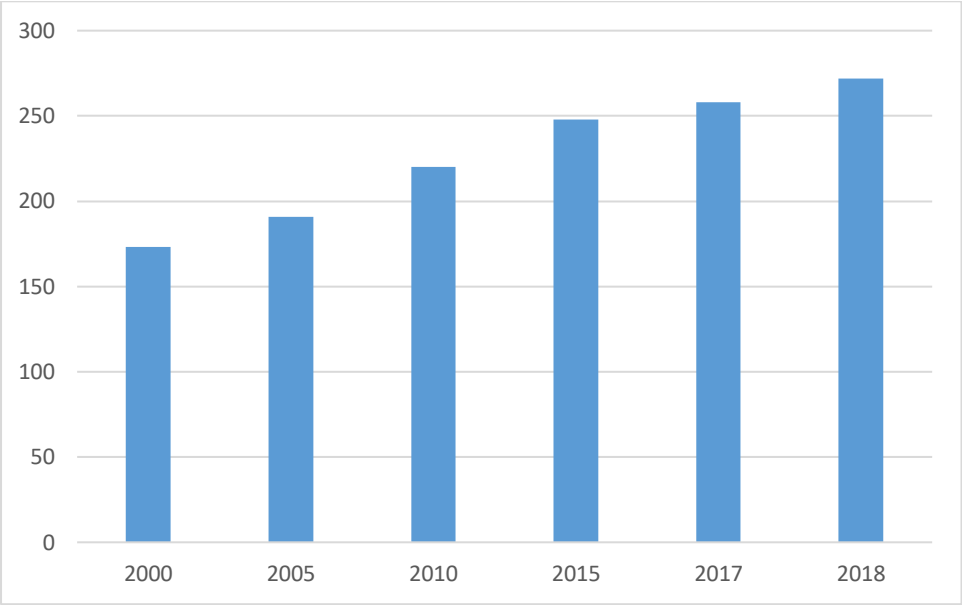
Sur ce graphique, on constate que depuis 2005, tous les pays de la CAE ont connu une amélioration au niveau de gouvernance (la stabilité politique). Mais au cours du temps on remarque que cette stabilité politique est menacée par les crises socio-politiques qui caractérisent certains pays membres de la CAE. Par ailleurs la stabilité politique du Rwanda tend à s'améliorer davantage par rapport à celle des autres pays de la Communauté, cela s'observe par exemple en 2017 où elle atteint un score de plus 50/100 en 2018.

II.2.2. Tendance mondiale de la Migration

Selon le Département des Affaires Economiques et Sociales de l'Organisation des Nations Unies (DAES), on estime que le nombre de migrants internationaux dans le monde a augmenté entre 2000 et 2019. On compte 173 millions en 2000 contre 191 millions en 2005, 220 millions en 2010, 248 millions en 2015, 258 millions en 2017 et 272 millions en 2019. Au cours de la période 2000-2019, la population de migrants internationaux a augmenté en moyenne de 2,3 %. Le taux de croissance est tombé à 2,2 % pendant la période 2015-2018, contre 2,4 % entre 2010 et 2015. Malgré une augmentation en chiffres absolus, la part de

migrants internationaux en proportion de la population mondiale est restée relativement stable (DAES, 2019).

Graphique 5 : Evolution des migrants dans le monde (en millions) entre 2000-2018



Source : Auteur à partir des données de DAES (2019)

On constate sur ce graphique que le monde connaît une augmentation du nombre des migrants entre 2000 et 2018. Cette augmentation des migrants dans le monde peut être expliquée par les guerres, la forte croissance démographique, une faible croissance économique et la recherche de l'emploi.

Les migrations internationales ont augmenté en Afrique à cause des conditions socio-économiques défavorables, la faiblesse des institutions de gouvernance, l'inégalité, l'instabilité politique (facteurs de pulsion) et les opportunités réelles ou perçues d'emploi et de travail décent, une vie meilleure, un revenu plus élevé, une sécurité améliorée et des soins de santé dans les pays de destination (facteurs d'attraction). La migration est devenue une stratégie de survie. L'Afrique a été le témoin de l'évolution des modes de migration, un phénomène devenu à la fois dynamique et extrêmement complexe (Union Africaine, 2018). Le nombre de migrants internationaux a atteint 244 millions en 2015, soit une augmentation de 41 % par rapport au chiffre de 2000, tandis que le nombre de migrants internationaux d'Afrique a atteint 34 millions. En 2010, l'Organisation internationale du travail (OIT) estimait qu'il y avait environ 8,4 millions de migrants classés comme travailleurs migrants (OIM, 2018).

La majorité des migrants internationaux provenant d'Afrique se déplacent vers les pays du Nord, principalement en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord. Plus de 69% des migrants sont originaires des pays du Sud. Parmi ces derniers, plus de 56% vivent dans les pays du Nord, ce qui représente 3,6% à 5,2% de la population du Nord. En plus des migrants légaux, les organisations internationales de migrants comptent entre 25 et 35 millions de migrants en situation irrégulière, ce qui représente environ 15% à 20% de la population migrante (OIM, 2013).

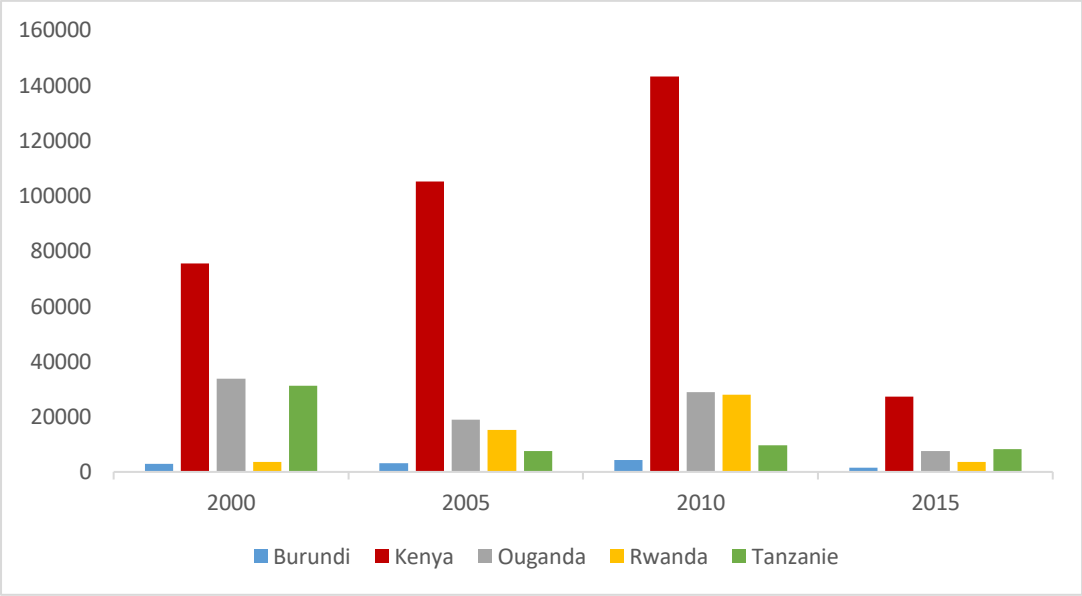
Des enquêtes auprès des ménages Burkinabés, des Nigériens et des Sénégalais donnent un aperçu d'informations sur le profil des émigrants africains. Les migrants de Burkina Faso, de Nigéria et de Sénégal ont tendance à être des hommes relativement qui ont un niveau d'instruction plus élevé. La probabilité d'un ménage ayant un membre à l'étranger présente une relation positive en termes de composition, d'éducation et de richesse de la famille. La majorité des migrants des ménages étudiés lors des enquêtes ont quitté leur pays pour obtenir un emploi. L'Afrique a connu un nombre élevé d'émigrés qualifiés. Le nombre d'émigrés africains qualifiés a passé de 652 000 à 1 388 000 jusqu'à 2000 mais la tendance des migrations diffère selon les régions (Marfouk, 2007).

II.2.3. Tendance de la Migration qualifiée dans la CAE

Alors que la communauté de l'Afrique de l'Est intensifie ses efforts pour atteindre ses étapes d'intégration, en particulier dans le contexte du Protocole du Marché Commun (CMP), les mouvements transfrontaliers de main-d'œuvre ont fait un enjeu pertinent pour les États partenaires. En effet, la libre circulation des personnes est un pilier essentiel de l'intégration et du développement économiques car elle garantit la disponibilité des compétences et de la main-d'œuvre nécessaires pour stimuler l'investissement et le développement économique.

L'analyse des données disponibles sur la migration de la CAE montre que les flux migratoires importants se produisent dans les pays de la communauté (Yang, F. et al., 2016). Dans la CAE, 20% de ses émigrants se trouvent dans un pays africain en dehors de la CAE; et le reste, en dehors de l'Afrique. Cependant, la situation diffère considérablement d'un pays à l'autre. En ce qui concerne le niveau d'éducation des migrants par exemple, plus de 30% des Kenyans (37,83 %) et des Ougandais (34,70 %) qui migrent ont un niveau d'enseignement supérieur (niveau tertiaire) tandis que moins de 25 % des Burundais (6,94%), des Rwandais (21,46 %) et des Tanzaniens (12,02 %) ont un niveau d'instruction tertiaire (Defoort, 2007).

Graphique 6: Evolution des migrants qualifiés dans la CAE



Source : Auteur à partir des données de Cécily Defoort (2007)

Ce graphique révèle qu'en général le Kenya connaît un nombre important de migrants qualifiés parmi les autres pays de la CAE de même que l'Ouganda et la Tanzanie. Le Rwanda et le Burundi viennent en dernière position. Mais en 2015 on voit que les migrants qualifiés ont diminué dans l'ensemble dans les pays membres de la CAE. Cela est dû au fait que le début de cette année[7] a été caractérisé par une augmentation des migrations. De ce fait les Etats européens ont instauré des politiques et pratiques en matière d'accueil et de gestion frontière en faveur des migrants réduisant ainsi le nombre de migrants.

Section 3.Transferts de fonds et les variables explicatives

Cette troisième section permet de faire un tour d'horizon sur les relations entre les transferts de fonds, la migration, la gouvernance, le PIB par hab. et taux de change officiel à l'aide des graphiques.

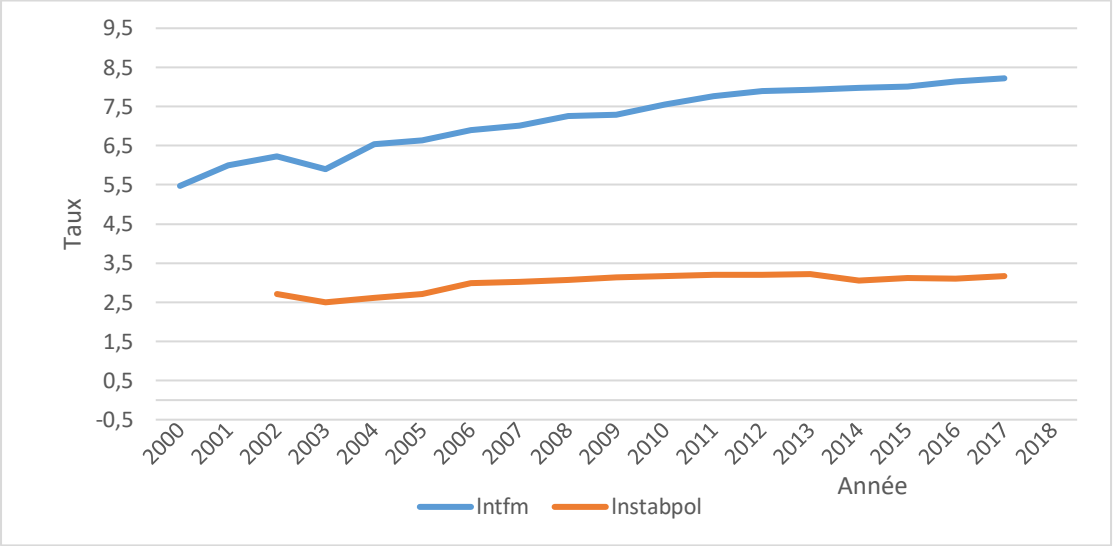
II.3.1. Relation entre Transferts de fonds et Gouvernance

La gouvernance, à travers la stabilité politique, apparait comme une condition nécessaire pour attirer les transferts de fonds des migrants et pour favoriser une meilleure contribution de ceux-ci à la croissance et au développement des pays récipiendaires. Les transferts de fonds des migrants sont plus élevés pour les pays meilleurs en matière de la gouvernance c'est-à-

[7] On l'appelle même l'année de crise migratoire

dire les pays dont la valeur de l'indicateur de la gouvernance est au-dessus d'un score de 50/100 (Ahouré, 2008).

Graphique 7: Evolution de la croissance des transferts de fonds et de la Gouvernance dans la CAE



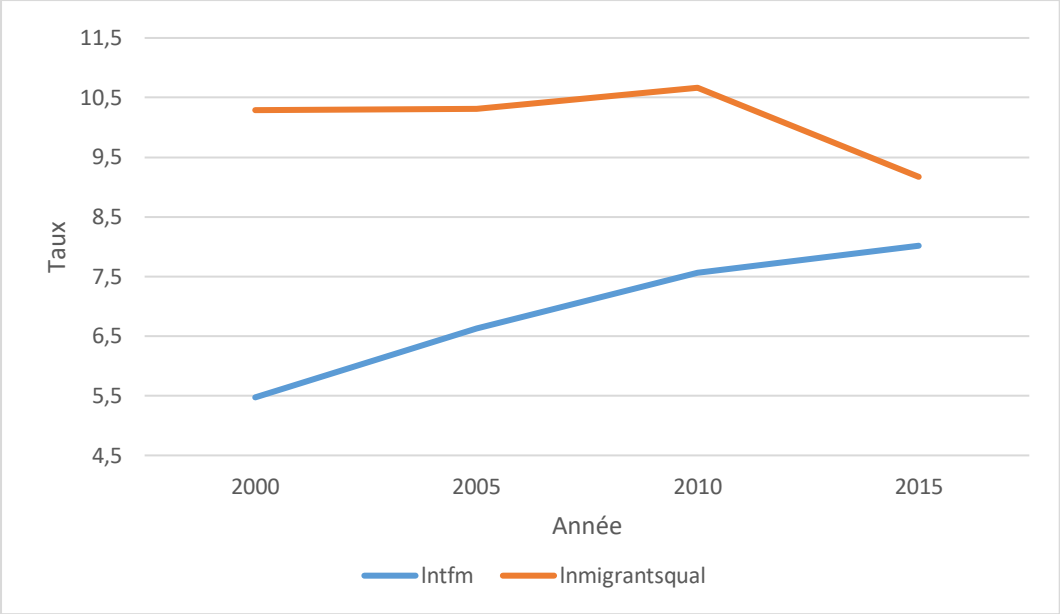
Source : Auteur à partir des données de WDI et WGI (2020)

Ce graphique montre que la courbe qui représente les transferts de fonds tend à s'accroître que celle de la stabilité politique. Cette tendance peut être expliquée par l'amélioration de l'environnement politique. La période de 2007 à 2018 a été caractérisée par un écart significatif entre les transferts de fonds et la stabilité politique dans la CAE, cela est dû à la crise économique internationale où les émigrés se trouvent obligés de transférer de fonds pour soutenir leurs familles.

II.3.2. Lien entre Migrations et Transferts de fonds

Les migrations en dehors de la CAE sont principalement à destination des pays à revenu élevé généralement les pays européens et américains mais avec des différences selon les pays d'origines et selon le niveau de qualification. Si les migrants ont un niveau d'éducation supérieur, ils peuvent décrocher un travail stable et payant. Cela leur permet de transférer des fonds à leurs familles.

Graphique 8: Evolution de la croissance des transferts de fonds et des migrants qualifiés dans la CAE



Source : Auteur à partir des données de Cécily Defoort (2007) et de WDI (2020)

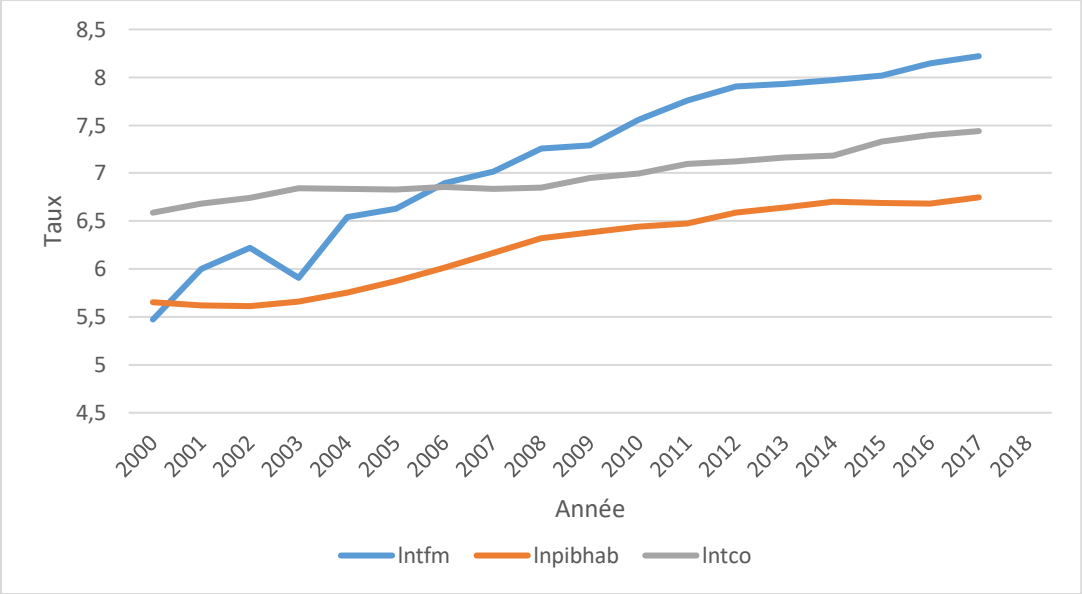
A partir de ce graphique on constate que dans la période de 2000 à 2010, les courbes représentant les transferts de fonds et les migrants qualifiés tendent à s'accroître. On peut dire que le flux de migrants qualifiés influence les transferts de fonds des migrants. Plus le flux de migrants qualifiés augmente, plus les transferts de fonds s'accroissent. Mais à partir de 2015, on remarque la courbe des transferts de fonds continue à s'accroître alors que celle des migrants qualifiés décroît. Cela peut signifier que le flux de migrants qualifiés n'est pas le seul facteur déterminant des transferts de fonds. D'autres facteurs peuvent entrer en jeux comme par exemple la stabilité politique.

II.3.3. Transferts de fonds, PIB par habitant et taux de change officiel[8]

Les facteurs économiques révélant la situation économique dans le pays d'origine impactent les transferts de fonds. Les transferts de fonds dépendent du revenu de la famille, du taux de change officiel dans le pays d'origine. Le PIB par hab. et le taux de change du pays d'origine influencent négativement les transferts de fonds ce qui signifie que les transferts de fonds augmentent lors des périodes de ralentissement de l'activité économique (crises) du pays d'origine des migrants (El-Hamma, 2015).

[8] Taux de change officiel : taux de change déterminé par les autorités nationales ou au taux déterminé sur le marché des changes légalement sanctionné (unités de la monnaie locale par rapport au dollar américain).

Graphique 9 : Evolution comparée de la croissance des transferts de fonds et des variables de contrôle dans la CAE



Sources : Auteur à partir des données de WDI (2020)

Sur ce graphique, on constate que la courbe représentant la croissance des transferts de fonds a connu une tendance à la hausse même si elle a eu des fluctuations au cours de la période d'étude causées par des crises (crise de bulle internet, crise des subprimes,…) qui ont frappé les pays du monde.

La courbe du taux de change a connu une tendance croissante depuis 2008 ce qui signifie que les monnaies des pays de la CAE ont perdu leur valeur face au dollar (elles ont connu des dépréciations). Cela permet de signaler que les dépréciations significatives des monnaies locales jouent un rôle clé dans l'accroissement des transferts de fonds des migrants dans les pays d'origine. On remarque également que la courbe représentant l'évolution du PIB par habitant a tendance croissante. Les transferts de fonds sont influencés par le PIB par habitant ce qui signifie que les migrants transfèrent des fonds pour investir. Les deux variables influencent positivement les transferts de fonds.

Conclusion du second chapitre

Ce chapitre a pour objectif d'analyser l'état des lieux de transferts de fonds, de la gouvernance et de la structure migratoire en faisant les tours d'horizons sur les évolutions des transferts de fonds, de la gouvernance et de la structure migratoire dans la CAE. On constate que les transferts de fonds réalisés par les migrants originaires de la CAE montrent une différence entre les pays membres de la CAE et que les transferts de fonds des migrants ressortissants de la CAE restent inférieurs au niveau des IDE et de l'APD pour la période de 2000-2014. De plus, l'observation des graphiques a permis de vérifier les relations entre les variables faisant l'objet de l'étude pour les cas des pays de la CAE sur la période choisie. Afin d'éviter des fausses affirmations, on est amené à passer à une analyse empirique pour analyser les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE, ce qui fait l'objet du troisième chapitre.

CHAPITRE III : EFFETS DE LA STRUCTURE MIGRATOIRE ET DE LA GOUVERNANCE SUR LES TRANSFERTS DE FONDS DES MIGRANTS DANS LES PAYS DE LA CAE : UNE ANALYSE EMPIRIQUE

Ce chapitre a pour objectif d'analyser et d'interpréter les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE grâce à une investigation économétrique. Ce chapitre se compose de trois sections. La première section s'occupe de l'approche méthodologique, la deuxième présente les résultats et ses interprétations et la troisième porte sur l'implication des résultats en termes de politique économique.

Section 1. Approche méthodologique

Il s'agit pour cette section de montrer la méthodologie de recherche, de spécifier le modèle de base et de présenter les signes anticipés des coefficients après la régression.

III.1.1. Méthodologie et sources de données

Au cours de ce travail, on se sert de la recherche documentaire à travers les thèses, les articles, revues, ouvrages généraux et d'autres documents et travaux de recherche qui intéressent le sujet. On utilise des données secondaires sur les transferts de fonds des migrants et sur la gouvernance émanant de la Banque mondiale (2020). On consulte également la base de données de Cécily Defoort (2007) pour les données sur les migrants qualifiés. Après le traitement des données, il est question des présentations et interprétations des résultats des modèles économétriques qui permettront de tirer une conclusion.

On fait une étude empirique à l'aide des données de panel pour approfondir le travail afin de vérifier les hypothèses de recherche. L'étude se fait sur une période de 2000 à 2018 et on s'intéresse aux pays de la CAE, une communauté de six pays[9]. Connaissant un manque d'information sur la période d'étude, le Soudan du Sud est éliminé de l'échantillon et cela permet d'avoir un panel de cinq pays[10]. On utilise le modèle à effets aléatoires.

[9] Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Soudan du Sud.

[10] Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie.

Pour cette étude, on utilise les données en logarithmes dans les estimations afin de résoudre le problème liés à l'utilisation des variables exprimées dans des unités différentes. En plus les logarithmes donnent les valeurs des coefficients des variables explicatives sous une forme réduite mais aussi facile à interpréter c'est-à-dire sous forme des élasticités. Même si les données sont supposées officielles, il y a une certaine incertitude concernant leur fiabilité parce qu'elles ne prennent pas en compte les transferts informels c'est-à-dire non enregistrés et qui restent difficiles à estimer.

III.1.2. Spécification du modèle de base

Le modèle de base de cette étude s'inspire des travaux d'Imad El Hamma (2015) qui a étudié les déterminants et les effets macroéconomiques des transferts de fonds dans les pays d'origine, spécialement le cas des Pays du Sud de la Méditerranée (PSM). La préférence de ce modèle est qu'il va permettre d'analyser l'effet de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants étant donné que ce modèle a permis à El Hamma à identifier les facteurs qui influencent les transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée. De plus, le modèle utilise les données macro plutôt que micro du fait de difficulté d'obtenir des données individuelles.

Le modèle utilisé par Imad El Hamma (2015) est le suivant :

$$\mathbf{Trsf_{i,t} = \alpha_i + \lambda_t + \beta_0 + \beta_1 DevpFin_{i,t} + \beta_2 RisqFin_{i,t} + \beta_3 ConBanc_{i,t} + \beta_4 RevPO_{i,t} + \beta_5 RevPA_{i,t} + \beta_6 Tauxint_{i,t} + \beta_7 TauxChgi_{i,t} + \beta_8 Inf_{i,t} + \varepsilon_{i,t}}$$

avec Trsf : les transferts de fonds par habitant reçus par un pays

DevpFin : le développement financier d'un pays

RisqFin : le risque financier d'un pays

ConBan : la concentration bancaire des pays d'origine.

RevPO : le revenu moyen par habitant du pays d'origine du migrant

Tauxint : le taux d'intérêt

Tauxchg : le taux de change

Inf : le niveau d'inflation dans le pays d'origine

RevPA : le revenu moyen par habitant dans le pays d'accueil

Le modèle économétrique pour ce travail est spécifié de manière suivante :

tfm=f (stabpol, migrantsqual, pibhab, tco)

Le modèle à estimer se présente alors comme suit :

$$\mathbf{tfm_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 stabpol_{i,t} + \beta_2 migrantsqual_{i,t} + \beta_3 pibhab_{i,t} + \beta_4 tco_{i,t} + \alpha_i + \lambda_t + \varepsilon_{i,t}}$$

tfm : Transferts de fonds des migrants

stabpol : Stabilité politique du pays d'origine

migrantsqual : Flux des migrants qualifiés d'un pays à l'étranger

pibhab : PIB par habitant du pays d'origine

tco : Taux de change officiel du pays d'origine

où les β_j, j =0, 1, 2, …, 4 sont des paramètres à estimer. α_i: l'effet fixe ou le facteur d'hétérogénéité des pays, prend en compte tous les facteurs (non observés) constants dans le temps qui ont un impact sur les transferts de fonds des migrants. λ_t : l'effet spécifique temporel et $\boldsymbol{\varepsilon_{i,t}}$: le terme d'erreur.

III.1.3. Signes anticipés des coefficients

Pour la variable stabilité politique du pays d'origine, le signe attendu est négatif. Cela s'explique par le fait que s'il y a une stabilité politique dans le pays, les membres de la famille travaillent pour gagner du revenu ce qui fait que leur niveau de revenu augmente (PIB par habitant). Or, le niveau de revenu élevé de la famille restée dans le pays a un impact négatif sur les transferts de fonds des migrants (Aydas et al., 2005).

La variable stabilité politique peut aussi avoir un signe positif. Cela signifie que plus il y a une stabilité politique, plus les migrants transfèrent des fonds vers leurs pays d'origine. La stabilité politique affecte de manière positive les transferts de fonds des migrants (Coiffard, 2011). En effet, si les transferts de fonds sont pour des objectifs d'investissement dans les pays d'origine, l'instabilité politique dans les pays de départ est considérée comme une entrave à l'investissement et contribue ainsi à réduire les transferts de fonds des migrants dans les pays d'origine (Iradukunda, 2017).

Le signe attendu pour la variable PIB par habitant du pays d'origine est négatif, cela signifie que lorsque le PIB par habitant baisse, les transferts de fonds des migrants augmentent. Les transferts de fonds des migrants augmentent donc lors des périodes de ralentissement de l'activité économique du pays d'origine. Il s'agit d'un soucie pour le bien-être des membres de sa famille qui sont restés au pays d'origine (El-Hamma, 2015). Les chocs économiques défavorables diminuent les revenus dans leur pays d'origine ce qui fait que les migrants versent davantage des fonds pour protéger leur famille contre ces chocs. Une autre façon d'interpréter ce résultat (signe négatif) est que les migrants transfèrent des fonds afin que ceux qui restent dans le pays d'origine puissent conserver une certaine qualité de vie. Dans ce cas, les migrants transfèrent plus si ceux qui reçoivent des fonds deviennent de plus en plus pauvres (Singh R. J. et al., 2009). Mais il arrive que le signe PIB par habitant du pays d'origine des migrants soit positif. Ceci signifie que les migrants se caractérisent d'un comportement d'intérêts personnels (par exemple l'investissement dans leur pays d'origine). Ainsi, les transferts de fonds augmentent avec le niveau de revenu (mesuré par le PIB par habitant) de la famille dans les pays d'origine si le migrant a un objectif d'investir (El-Hamma, 2015).

Concernant le signe attendu pour la variable flux des migrants qualifiés, deux thèses s'affrontent. Une première soutient que les transferts des fonds augmentent avec le niveau de qualification (signe positif). Les migrants qualifiés gagnent plus, et donc transfèrent plus de fonds (Rempel et Lobdell, 1978). Une seconde thèse prétend le contraire c'est-à-dire le signe négatif. Il existe une corrélation négative entre le niveau de qualification et les transferts de fonds : l'un des arguments avancé pour expliquer cette corrélation négative est que les migrants qualifiés proviennent des familles aisées, bien éduquées et qui n'ont pas besoin d'être aidées financièrement. D'après les travaux de Faini (2007) basés sur les données de Docquier et Marfouk (2004), une relation inverse existe entre les transferts de fonds vers les pays d'origine et le niveau de qualification des migrants se trouvant à l'étranger. Les migrants ayant terminé le niveau bas (primaire par exemple) transfèrent relativement plus dans leur pays d'origine que les autres groupes éducatifs. Les migrants qualifiés transfèrent moins donc que les migrants non qualifiés. Les migrants qualifiés sont intéressés par des produits d'épargne très sophistiqués comme par exemple placement risqués en bourse (Bouoiyour, 2011).

Le signe attendu de la variable Taux de change officiel dans le pays d'origine dépend des objectifs visés par les migrants. Il est négatif si les fonds sont transférés pour motif d'investissement. Plus le taux de change officiel diminue, plus le montant de fonds transférés vers les pays d'origine augmente. Mais si le migrant fait l'échange de services, le taux de change officiel a un signe positif. Dans ce cas le taux de change officiel influence positivement les transferts de fonds (El-Hamma, 2015).

Section 2. Présentation et interprétation des résultats

Cette section s'occupe de la présentation mais aussi de l'interprétation des résultats après les estimations.

III.2.1. Analyse de la corrélation

On présente la matrice de la corrélation qui permet d'évaluer l'importance et la direction de la relation entre les variables.

Tableau 1 : Matrice de corrélation des variables

	lntfm	Stabpol	lnpibhab	lntco
Stabpol	0,1303 (0,2652)			
lnpibhab	**0,7014*** (0,0000)	**0,4718*** (0,0000)		
lntco	-0,1724 (0,1312)	0,2020 (0,0562)	-0,2874* (0,0047)	
lnmigr~1	**0,5462*** (0,0352)	0,0475 (0,8424)	**0,4439*** (0,0499)	**-0,5929*** (0,0059)
(.) : Probabilité, * : Significatif au seuil de 5 %				

Source: Auteur à partir des données de la Banque Mondiale(2020) à l'aide de Stata 13

La matrice de corrélation des variables du modèle montre que la croissance des transferts de fonds des migrants est positivement corrélée avec le PIB par habitant du pays d'origine et le flux de migrants qualifiés. Mais elle est corrélée négativement avec le taux de change officiel du pays d'origine.

III.2.2. Test de spécification de Hausman (1978)

Le test de spécification d'Hausman (1978) est un test important et employé à des nombreux problèmes de spécification en économétrie. Il permet de faire un choix entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Dans le premier cas on suppose que les effets spécifiques peuvent être corrélés avec les variables explicatives du modèle, et dans le second cas on suppose que les effets spécifiques sont orthogonaux (indépendants) aux variables explicatives du modèle.

Lorsque la probabilité de ce test est inférieure au seuil retenu (par exemple 5 %), le modèle à effets fixes est privilégié. Dans le cas contraire, on retient le modèle à effets aléatoires et dans ce cas la méthode des Moindres carrés généralisés (MCG) est adoptée. Pour faire ce test on pose les hypothèses suivantes : l'hypothèse nulle H_0 : E ($\alpha_i x_{it}$)= 0 (modèle à effets aléatoires) contre l'hypothèse alternative H_1 : E ($\alpha_i x_{it}$) ≠ 0 (modèle à effets fixes).

Sous l'hypothèse nulle, on voit que le modèle préféré est le modèle à effets aléatoires alors que sous l'hypothèse alternative, le modèle préféré est le modèle à effets fixes.

En appliquant le test de spécification de Hausman, sous H_0, le modèle peut être spécifié avec des effets individuels aléatoires et l'on doit alors retenir l'estimateur des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Sous l'hypothèse alternative, le modèle doit être spécifié avec des effets individuels fixes et l'on doit alors retenir l'estimateur Within ou LSDV (estimateur non biaisé).

Le test de Hausman donne les résultats suivants :

Tableau 2 : Résultats du test de Hausman (1978)

Chi2(4)= (b-B)' [(V_b-V_B) ^ (-1)] (b-B)
= 0.99
Prob>chi2= 0.9108

Source: Auteur à l'aide de Stata 13

Le test de Hausman donne les résultats ci-dessus : les coefficients (b) sont les estimations LSDV (Least Square Dummy Variable) et les (B) les estimations MGC (Moindres Carrés Généralisés.

La probabilité du test de Hausman est supérieure au seuil de 5 % (Prob>chi2 = 0.9108 > 0.05) avec une statistique chi2(4) égale à 0.99. Le test conduit à accepter l'hypothèse H_0 et on privilégie l'adoption d'un modèle à effets aléatoires. Il y a une corrélation entre les variables explicatives et l'effet spécifique aléatoire. Dans ce cas, on retient l'estimateur des MCG et ce dernier est plus performant que l'estimateur LSDV ou within estimator (des MCO) utilisé dans le cas d'un modèle à effets fixes.

Les estimations précédentes ont permis donc de statuer sur le modèle approprié pour estimer les effets de la structure migratoire et de la qualité de la gouvernance sur le transfert de fonds des migrants dans les pays de la CAE. Comme on peut l'observer dans le tableau n°2, on retient le modèle à effets aléatoires.

III.2.3. Estimation du Modèle à effets aléatoires

La forme générale du modèle à effets aléatoires à estimer est la suivante :

$$\mathbf{tfm_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 stabpol_{i,t} + \beta_2 migrantsqual_{i,t} + \beta_3 pibhab_{i,t} + \beta_4 tco_{i,t} + \mu_{i,t}}$$

avec $\mathbf{\mu_{i,t} = \alpha_i + \lambda_t + \varepsilon_{i,t}}$

Les variables α_i désignent les effets individuels rendant compte de l'influence sur la variable endogène tfm des variables non prises en compte dès lors que celles-ci sont stables dans le temps. On suppose que ces effets sont aléatoires et non corrélées avec les variables exogènes. Le processus stochastique $\varepsilon_{i,t}$ désigne l'influence des variables omises variant dans le temps d'un pays à l'autre. Les $\varepsilon_{i,t}$ sont supposés identiquement et indépendamment distribués et les α_i ne sont pas corrélés aux variables explicatives. Les variables aléatoires λ_t représentent quant à elles les effets temporels strictement identiques pour tous les individus.

Le modèle à effets aléatoires estimé et pris en compte dans ce travail se présente comme suit :

$$\mathbf{lntfm_{i,t} = \beta_0 + \beta_1 stabpo_{i,t} + \beta_2 lnmigrantsqual_{i,t} + \beta_3 lnpibhabi_{,t} + \beta_4 lntco_{i,t} + \mu_{i,t}}$$

Les résultats de l'estimation sont regroupés dans le tableau n°3.

Tableau 3 : Résultats des estimations du modèle à effets aléatoires

Modèle à effets aléatoires Variable Dépendante: tfm	MCG
Stabpol	-0.0434171 (0.245)
Pibhab	**3.427239*** (0.000)
tco	0.8827611 (0.052)
Migrantsqual	**0.893491*** (0.045)
(.) : probabilité, * significatif au seuil de 5 %	

Source : Auteur, à l'aide de Stata 13

L'analyse de la significativité du modèle se fera en deux étapes : l'analyse au point de vue de la qualité globale du modèle d'une part et celle de la qualité individuelle des coefficients d'autre part. La significativité globale du modèle se fait avec la statistique de Fischer qui indique si les variables explicatives ont une influence sur la variable dépendante.

Le principe du test de cette analyse de la significativité stipule que sous l'hypothèse nulle H_0 : les coefficients du modèle sont nuls contre l'hypothèse alternative H_1 : au moins un coefficient non nul. En comparant la probabilité associée à la F-statistique (statistique de Fisher) obtenue à l'aide du logiciel STATA au seuil de 5 % et si la probabilité associée à la statistique de Fisher trouvée est inférieure à 5 %, alors on rejette l'hypothèse H_0 au profit de l'hypothèse alternative de significativité globale du modèle.

Les résultats montrent que la probabilité associée à la statistique de Fisher donnée par le logiciel STATA est inférieure à 5 % (Prob>chi2= 0.0000 < 0.05), donc l'hypothèse nulle est rejetée et le modèle est globalement significatif. Il y a au moins une variable dans le modèle permettant d'expliquer les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. La qualité de l'ajustement est aussi acceptable, puisque le modèle est expliqué à 72,78 % de la variance totale (R^2 overall=0.7278). Cela signifie qu'il existe d'autres variables qui expliquent les transferts de fonds dans la CAE en dehors des variables considérées dans le modèle de base.

Pour la significativité individuelle des variables, on utilise aussi la probabilité fournie automatiquement par le logiciel STATA. Lorsqu'au seuil considéré la valeur de la probabilité est inférieure au seuil de 5 %, on rejette l'hypothèse nulle de non significativité de la variable. Les résultats de l'estimation montrent que seulement deux variables sont statistiquement significatives vu leur probabilité comparée au seuil de 5 %. Ces variables sont entre autre : Pibhab (P>|z| =0.0000 < 0.05) et migrantsqual (P>|z| = 0.036 < 0.05). Le fait de retenir le modèle à effets aléatoires révèle l'influence simultanée des caractéristiques globales des pays de la sous-région et des caractéristiques spécifiques à chacun d'eux dans les transferts de fonds.

Les spécificités des pays dans l'explication des transferts de fonds des migrants sont appréciées à travers le sigma_u et le R^2 between. D'après les résultats, la valeur de sigma_u = 0 ce qui donne une variance des résidus expliquée par les effets individuels $\sigma^2_{\alpha i}$ = $(sigma_u)^2$ = 0. Cela montre que les variables ayant influencé le transfert de fonds mais non pris en compte dans la modélisation ne sont pas liés aux spécificités des pays. Ils se rapportent à une structure commune comme par exemple l'instabilité socio-politique qui caractérise certains pays de la CAE. La probabilité associée à la statistique de Wald chi2 est égale à 29.74 avec une probabilité qui est inférieure à 0,05 (Prob>chi2 = 0,0000). Cela traduit une bonne adéquation de l'ensemble du modèle. En d'autres termes, parmi les variables retenues, il y a des variables qui expliquent effectivement les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE.

L'interprétation de la significativité individuelle des variables se fait par la décision du test en comparant la probabilité associée à chaque variable et le seuil de 5 %. Si la probabilité associée à chaque variable est inférieure au seuil du test (5 % par exemple), alors on ne peut pas rejeter l'hypothèse selon laquelle le coefficient soumis au test est significativement différent de zéro. Ainsi, à travers le tableau n°5 on constate que les variables stalpol et lntco ne sont pas significatives car leur probabilité est supérieure à 5 % (Pour stabpol : P>|z| = 0.245 > 0.05 et pour lntco : P>|z| = 0.052 > 0.05). Quant aux variables lnPibhab et lnmigrantsqual, elles sont toutes significatives au seuil de 5 % car leur probabilité est inférieure à 0,05 (Pour lnpibhab : P>|z| = 0.0000 < 0.05 et pour lnmigrantsqual : P>|z| = 0.036 < 0.05).

Le R^2 between dans le modèle à effets aléatoires mesure la part de la variabilité inter-pays des transferts de fonds des migrants expliqués par la variabilité des variables explicatives du modèle estimé. Les résultats de l'estimation donnent un R^2 between de 93,90 %. On remarque qu'il est très grand. Donc les cinq variables de l'étude (transferts de fonds des migrants, flux de migrants qualifiés, Pib par hab. et le taux de change officiel du pays d'origine) ont des valeurs qui diffèrent considérablement d'un pays à un autre. La variance des résidus expliquée par les erreurs calculée à partir de l'écart-type donné par les résultats est $\sigma^2_{\varepsilon it}$ = (sigma_e)^2 = (1,750973)^2 = 3,06590644673. Le Rho = $\frac{\sigma^2_{\alpha_i}}{\sigma^2{}_{\alpha_i}+\sigma^2{}_{\alpha_{\varepsilon it}}}$ = 0, il mesure la proportion de la variance des résidus expliquée par les effets individuels. Le R^2 within (43,63 %) donne une idée de la contribution des effets aléatoires des différents pays.

Du point de vue économique, on observe alors un impact positif et significatif du PIB par habitant sur les transferts de fonds des migrants. Le coefficient associé au PIB par habitant est positif (3,427239) et significatif. Cela veut dire qu'avec une augmentation de 1 % du PIB par habitant du pays d'origine, les transferts de fonds augmentent de 3,43 %. Le PIB par habitant est donc positivement et significativement corrélé avec les transferts de fonds dans les pays de la CAE. Ce résultat corrobore avec les résultats de l'étude de Lin, H. H. (2011) quand il analyse les déterminants des envois de fonds aux Tonga. Les résultants montrent que la croissance des envois de fonds aux Tonga augmente avec le niveau élevé du PIB par habitant. Les migrants transfèrent des fonds dans les pays d'origine afin de faire des investissements. Lorsque les fonds sont transférés pour motifs d'investissements, ils visent à profiter de rendements élevés ou d'autres opportunités de profits dans les pays d'origine. Dans ce cas, il y a une liaison positive entre les transferts de fonds et les opportunités d'investissements.

Concernant le flux de migrants qualifiés se trouvant à l'étranger (lnmigrantsqual), son coefficient est positif et significatif avec une valeur de 0,893491. Cela montre que le flux de migrants qualifiés est significativement et positivement corrélé avec les transferts de fonds des migrants pour les pays membres de la CAE. Donc une croissance du flux des migrants qualifiés de 1 % entraîne une augmentation de 0,893 % de transferts de fonds des migrants. Cela conduit à signifier que l'accroissement du flux de migrants qualifiés à l'étranger contribue à augmenter les transferts de fonds vers les pays de la CAE. Si les migrants d'un pays sont qualifiés, ils percevront des salaires plus élevés et transfèrent alors plus de fonds dans leur pays d'origine. Dans le cas des pays de la CAE, le niveau d'instruction (diplôme tertiaire) a donc un impact positif sur les transferts de fonds.

D'après les résultats le coefficient de la variable taux de change officiel (lntco) est positif (0,88276) mais non significatif. Ceci montre que, lorsque le taux de change officiel dans le pays d'origine est combiné avec d'autres variables, il impacte positivement les transferts de fonds mais il n'a pas d'impacts significatifs. Le signe positif vient montrer la plupart des pays de la CAE connaît une dépréciation de la monnaie locale[11]. Cet effet positif signifie que les migrants transfèrent plus de fonds aux membres de la famille restés dans le pays d'origine pour maintenir le même niveau de revenu qu'avant la dépréciation. Ces résultats corroborent aux travaux de Chandavarkar (1980) qui a trouvé que le taux de change a un impact positif sur les transferts de fonds dans son étude sur l'utilisation des envois de fonds des migrants dans les pays exportateurs de main-d'œuvre .

Pour la stabilité politique du pays d'origine (Stabpol), son coefficient est négatif (-0,0434) et non significatif. Ainsi, la stabilité politique affecte de façon négative les transferts de fonds pour les pays de la CAE mais avec des effets non significatifs. Le signe négatif vient signifier que la stabilité politique diminue les transferts de fonds des migrants. Les migrants considèrent que le niveau de revenu des membres de la famille a augmenté parce que l'activité économique a été améliorée du fait d'un bon climat politique qui règne dans les pays d'origine des migrants.

Section 3. Les implications des résultats en termes de politique économique

Dans cette section on fait les discussions des résultats en termes de politiques économiques en se référant sur les variables utilisées dans le modèle estimé.

II.3.1. Valorisation du capital humain

Les résultats montrent que le flux de migrants qualifiés de la CAE a des effets positifs sur les transferts de fonds vers la CAE. Cela signifie que lorsque le flux de migrants qualifiés augmente, les transferts de fonds vont aussi augmenter. Les autorités compétentes de la CAE sont donc invitées à valoriser l'éducation pour mieux développer le capital humain afin que ceux qui partent à l'étranger aient un niveau élevé de qualification, ce qui contribuerait à augmenter les transferts de fonds car les migrants qualifiés percevront des salaires élevées et vont à leur tour transférer plus de fonds dans leurs pays d'origine. De plus, il incombe aux Etats d'établir des relations qui favorisent la participation de la diaspora et de sensibiliser les migrants à s'intéresser aux opportunités qui se présentent dans leur pays d'origine afin que les

[11] En Economie, une Dépréciation est une perte de valeur d'un bien, plus généralement d'une monnaie.

transferts de fonds aident au développement des pays de départ. Cependant, avec une accélération des migrations de personnes qualifiées, on aura beaucoup de migrants à l'étranger et ces derniers vont transférer des fonds vers les membres de leur famille. Ces derniers utilisent ces fonds reçus dans les projets de développement. Par conséquent, la migration est alors considérée comme un facteur de développement.

III.3.2. Capitalisation des dividendes de la gouvernance

Concernant la stabilité politique, on constate une influence négative mais qui n'est pas significative sur les transferts de fonds causée par la considération par les migrants d'un accroissement du PIB par habitant dans leur pays d'origine dû à l'amélioration de l'activité économique grâce à la stabilité politique. Ces migrants diminuent des fonds transférés aux membres de la famille restés dans le pays car ils pensent que leur niveau de revenu a augmenté et qu'il n'est pas nécessaire de les soutenir pendant les périodes de ralentissement de l'activité économique.

Il incombe alors aux autorités compétentes de capitaliser les avantages de la gouvernance en encourager les migrants à transférer les fonds même s'ils constatent un accroissement du PIB par habitant. Il faut également les sensibiliser à investir dans leur pays d'origine en montrant qu'une meilleure gouvernance conduit vers un investissement productif.

III.3.3. Investissement dans l'attractivité du territoire

On remarque des effets positifs du PIB par habitant du pays d'origine sur les transferts de fonds des migrants. Ceci s'explique par le fait que les migrants transfèrent de fonds pour investir dans les pays d'origine. Pour cela il s'avère nécessaire d'améliorer l'environnement politique et économique pour attirer les investisseurs.

En ce qui concerne le taux de change officiel, on remarque d'après les travaux de Shahbaz et Aamir (2009), qu'une dépréciation de la monnaie locale a un effet positif sur les transferts de fonds des migrants. Cela signifie que les transferts des fonds des migrants augmentent pour maintenir au même niveau qu'avant la dépréciation le revenu des membres de la famille des migrants. Il incombe alors aux autorités compétentes en matière de change de défendre la parité de la monnaie car la dépréciation peut engendre des effets de hausse des prix des produits importés, de hausse de coûts de production pour certaines entreprise et de hausse de certains produits de consommation.

Conclusion du troisième chapitre

Ce chapitre analyse de façon économétrique les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. Pour ce faire, des études empiriques ont été menées sur des données de panel regroupant un échantillon de 5 pays de la CAE observés entre 2000 et 2018 et le test de spécification de Hausman a permis de retenir le modèle à effets aléatoires. Les résultats permettent de constater un effet positif et significatif de la structure migratoire via le flux des migrants qualifiés du fait que son coefficient est positif et significatif et la gouvernance à travers la stabilité politique n'impacte pas de façon significative les transferts de fonds des migrants des pays de la CAE car son coefficient n'est pas significatif. Mais si elle est mise en ensemble avec d'autres variables, la stabilité politique a des influences sur les transferts de fonds.

CONCLUSION GENERALE

L'objectif de ce travail était d'analyser les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE. Une synthèse sur la littérature a été proposée. Les transferts de fonds des migrants sont expliqués par les déterminants démo-économiques, personnels et familiaux ainsi qu'institutionnels. Les fonds transférés transitent par deux canaux (formels et informels) pour arriver dans les pays d'origine des migrants. L'analyse de l'état des lieux montre que les transferts de fonds des migrants dans la CAE, la structure migratoire et la gouvernance ont connu une tendance croissante. Les pays de la CAE enregistrent un accroissement des transferts de fonds mais avec des différences entre les pays où le Kenya et l'Ouganda viennent en tête en recevant des montants élevés de fonds des migrants.

L'analyse empirique parvient à éclairer les effets de la structure migratoire et de la gouvernance sur les transferts de fonds des migrants dans les pays de la CAE où après le test de spécification de Hausman, les hypothèses ont été testées à travers l'estimation d'un modèle à effets aléatoires. Le premier résultat de cette étude montre que la structure migratoire a un impact positif et significatif sur les transferts de fonds dans les pays dans la CAE. Ce résultat permet de confirmer la première hypothèse qui stipule que le flux de migrants qualifiés accroît les transferts de fonds dans la CAE. La deuxième hypothèse qui a voulu savoir si la stabilité politique favorise les transferts de fonds des migrants dans la CAE a été infirmée à travers les résultats assortis de l'estimation du modèle.

A travers ces résultats, des implications en termes de politiques économiques peuvent être mis en œuvre par les pays de la CAE. Il s'agit alors de la valorisation du capital humain, de la capitalisation de la gouvernance à travers la stabilité politique et de l'investissement dans l'attractivité du territoire de la CAE. On peut cependant suggérer aux pays membres de la CAE d'investir dans l'éducation afin d'avoir un capital humain doté d'un niveau de qualification élevée tout en sensibilisant l'importance de la qualification sur tous les acteurs économiques, d'améliorer les relations bilatérales avec les diasporas et de promouvoir la politique de migration car la migration peut être considéré comme un facteur de développement.

On ne prétend pas que le travail ait épuisé toute la matière afférente à cette étude car des limites peuvent être soulignées notamment liées à la qualité et la disponibilité des données utilisées (données de la Banque mondiale renseignant sur les transferts formels alors qu'il y a des transferts qui transitent par les canaux informels) mais on affirme qu'il contient une base essentielle pour éclairer toute curiosité visant à entreprendre une étude similaire. Ce faisant, on est de commun accord que les recherches ultérieures vont compléter et arriver là où ce travail n'a pas pu aboutir. Pour le souci des recherches futures, il serait mieux d'analyser les effets des transferts de fonds des migrants dans les pays membres de la CAE.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Adenutsi, D.O. (2014). *Macroeconomic determinants of Workers'Remittances and compensations of Employees in Sub-saharan Africa*. The journal of Developing areas, volume 48, No 1.
2. Ahouré, A. A. E. (2008). *Migrations, Transferts, Gouvernance et Croissance dans les Pays d'Afrique sub-saharienne: Une analyse à partir de données de panel*. IMI WORKSHOP, Rabat
3. Azam, J.-P. and Gubert, F. (2005). *Migrant Remittances and Economic Development in Africa: A Review of Evidence*, Paris.
4. African Union (2018). *Labor Migration Statistics Report in Africa Second edition: Regional Migration Profile.* East African Community (EAC).
5. Baldé, Y. (2012). *Aide publique, transferts des migrants et développement économique*. Université de Limoges.
6. Banque Mondiale (2016). *Factbook sur la migration et les envois de fonds 2016.*
7. Banque Mondiale (2018). *Des niveaux record d'envois de fonds vers les pays à revenu faible et intermédiaire en 2017*. communiqué de Presse.
8. Bouoiyour, J. (2011). *Etude économétrique sur les déterminants des transferts de fonds des ressortissants marocains à l'étranger*, Université de Pau, France.
9. Bourbonnais, R. (2015). *Économétrie. Cours et exercices corrigés, 9e édition :* Dunod, Paris.
10. Boussichas, M. (2009). *Politiques Migratoires et Développement : Optimiser les Effets de l'Emigration*. Université d'Auvergne - Clermont-Ferrand I.
11. Chami and al. (2003). *Are immigrant remittances flows a source of capital for development?* IMF Institute.
12. Chami and al. (2008). *Macroeconomic Consequences of Remittances*. International Monetary Fund, Washington DC.
13. Chandavarkar A. B. (1980). *Use of Migrants' Remittances in Labor Exporting Countries*. Finance and Development.
14. CNUCED (2016). *Rapport Sur le Développement Economique*. New York et Genève.

15. Coiffard, M. (2011). *Les déterminants et impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants : une analyse du cas des pays fortement dépendants*. Université de Grenoble.

16. Coiffard, M. (2012). *La coopération internationale sur les transferts de fonds des migrants, quels enjeux pour quelle perspective*. Revue européenne des migrations internationales [En ligne], vol. 28 - n°1 | 2012, mis en ligne le 01 mars 2015, consulté le 27 mai 2020. URL : http://journals.openedition.org/remi/5817 ; DOI : 10.4000/remi.5817

17. Coulibaly, O. A. (2016). *Les Motivations Microéconomiques des Transferts de Fonds au Burkina Faso : La Culture est-elle Déterminante ?* Région et Développement n° 43.

18. DAES (2019). *Portail sur les données migratoires.*

19. Davezies, L. (2011). *Modèles à effets fixes, à effets aléatoires, modèles mixtes ou multiniveaux : propriétés et mises en œuvre des modélisations de l'hétérogénéité dans le cas de données groupées*. Document de travail, INSEE, G2011/03.

20. De Haas, H. (2006). *International migration and national development: Viewpoints and policy initiatives in countries of origin the case of Nigeria*. University of Oxford.

21. De Haas, H. (2007). *Remittances, Migration and Social Development: A Conceptual Review of the Literature*. Social Policy and Development Programme Paper Number 34.

22. De Haas, H. (2010). *Migration et développement : Une perspective théorique*. International Migration Review, Volume 44 (1), 227-264.

23. Defoort, C. (2007). *Migrations qualifiées et Capital Humain : Nouveaux Enseignements tirés d'une base de Données en Panel*. Université du Droit et de la Santé - Lille II.

24. Dembélé, M. et Coulibaly, I. (2020). *Impact des transferts de fonds des migrants sur la pauvreté au Mali*. Bamako.

25. Diallo, M. (2005). *Gouvernance : Quelles Perspectives Africaines ?* Dakar.

26. Docquier F. & Marfouk A. (2004). *Measuring the international mobility of skilled workers (1990) – Release 1.0*. WPS 3381.

27. El Hamma, I. (2015). *Transferts de fonds dans les pays du Sud de la Méditerranée : une approche macroéconomique de leurs déterminants et de leurs effets*. Université Nice Sophia Antipolis.

28. Faini, R. (2007). *Migrations et Transferts de Fonds. Impact sur les Pays d'origine*. De Boeck Supérieur | « Revue d'économie du développement », Vol. 15 | pages 153 à 182.

29. Farid, A. (2015). E*ssai d'analyse de la migration internationale des scientifiques en Algérie : état des lieux et perspectives*. Université Abderrahmane mira de Bejaïa.

30. Fayissa, B and Nsiah, C. (2010). *The Impact of Governance on Economic Growth: Further Evidence for Africa*. Department Of Economics And Finance, Working Paper Series.

31. Fayissa, B. and Nsiah, C. (2008). *The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa*. Department Of Economics And Finance Working Paper Series.

32. Florent Deisting, F., Sers, C. F. et Makhlouf, F. (2015). *Transferts de fonds, stabilité politique et croissance économique dans les pays de l'ex URSS*. Université de Pau et des pays d'Adour.

33. Gbenou, K. D. A. (2015). *Impacts macroeconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'UEMOA*. Document d'Etude et de Recherche N° DER/14/03.

34. Generoso, R. (2012). *Transferts de fonds et résilience des pays d'Afrique de l'Ouest face à la variabilité des précipitations : une perspective macroéconomique*. Cahier du CEMOTEV n°03, Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.

35. Gupta, P. (2005). *Macroeconomic Determinants of Remittances: Evidence from India.* IMF Working Paper 05/224.

36. Harris, J. and Todaro, M.P. (1970). *Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis.* American Economic Review 60, 126-142.

37. Hausman, A.J. (1978). *Specification Tests in Econometrics*. Econometrica, vol.46, no 6, p.1251-1271

38. Hoddinott, J. (1994). *A Model of Migration and Remittances Applied to Western Kenya*. Oxford Economic Papers, 46(3), new series, 459-476. Retrieved August 12, 2020, from www.jstor.org/stable/2663576.

39. Hurlin, C. et Mignon V. (2006). *Une Synthèse des Tests de Racine Unitaire sur Données de Panel*. Economie et Prévision, Minefi - Direction de la prévision, 169, pp. 253-294.

40. Iradukunda, R. C. M. (2017). *L'impact des transferts monétaires internationaux sur la croissance des pays en développement*. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication. Université catholique de Louvain.

41. Katibou, A. (2015). Migrations, *transferts de fonds et impacts socioéconomiques: le cas des îles Comores*. De Boeck Supérieur | « Mondes en développement », n° 172 | p. 53-66. https://www.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2015-4-page-53.htm.

42. Kuma, J. K. (2018). *Économétrie Appliquée : Manuel des cas pratiques sur Eviews et Stata*. Editions Ecodata. Kinshasa.

43. Laurin-Gordon, M. (2013). *Etude des déterminants des transferts de fonds de la diaspora indo-canadienne : variables et indicateurs pertinents*. Université d'Ottawa, Canada.

44. Lena, J., Isabelle V.E. et Karim B. (2019). *Guide méthodologique sur l'utilisation des normes APA*, Université de Mons.

45. Lesca, J. (1996). *Ce que l'analyse des politiques publiques pourrait apprendre sur le gouvernement démocratique*. *Revue Française de Science Politique*, Vol. 46, n° 1, pp. 122-133.

46. Létourneau, A. (2009). *Les théories de la gouvernance. Pluralité de discours et enjeux éthiques*. *VertigO - la revue électronique en sciences de l'environnement* [En ligne], Hors série 6, mis en ligne le 09 novembre 2009, consulté le 17 juillet 2020.

47. Lin, H.H. (2011). *Determinants of Remittances: Evidence from Tonga.* Asia and Pacific Department, IMF Working Paper.

48. Mabrouk, F. (2012). *Les enjeux économiques de la migration internationale sur le développement des pays d'origine*. Université de Bordeaux 4.

49. Makhlouf, F. (2013). *Transferts de fonds vers le Maroc : enjeux, comportement et impacts*. Faculté de Droit, d'Economie et de Gestion. Université de Pau et des Pays de l'Adour.

50. Miftah, A. (2018). *Les migrations internationales et leurs effets*, Hommes & migrations. http:// journals.openedition.org/hommesmigrations/4067.

51. Mvogo, G. et Ouedraogo, G. (2013). *Effet des transferts des fonds des migrants sur le taux de chômage dans la zone CEMAC*. Université de Paris. http://www.erudite.univ-

paris-est.fr/evenements/colloques-et-conferences/atm-2013-communications-full-papers, consulté le 18/8/2020.

52. Naiditch, C. (2009). *Trois essais sur les transferts de fonds des migrants*. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I.
53. Ndeffo, L. N. et Ningaye, P. (2011). *Réformes Financières et Rentabilité du Système Bancaire des États de la CEMAC*. De Boeck Supérieur | Mondes en développement, n°155 | pages 111 à 124.
54. Ndiaye, C. (2008). *La gouvernance, Etat des lieux et controverses conceptuelles*. Université du Littoral.
55. Nyaga, J. K. (2014). *Mobile Banking Services in the East African Community (EAC): Challenges to the Existing Legislative and Regulatory Frameworks*. Journal of Information Policy 4, pp.270-295.
56. OIM (2018). *Comparative study on the free movement of workers in select East African Community countries: Burundi, Kenya, Rwanda and the United Republic of Tanzania.*
57. OIM (2019). *Indicateurs de gouvernance des migrations*. La république Islamique de Mauritanie.
58. Orayo, J.A. and Mose, G.N. (2016). *A Comparative Study on Contribution of Governance on Economic Growth Countries in the East African Community*. International Journal of Regional Development, Vol. 3, No. 2
59. Pesqueux Y. (2004). *Gouvernance et privatisation*. 1ère éd., Presses Universitaires de France.
60. Piquet, E. et De Coulon, G. (2010). *La circulation des personnes, la volonté de migrer : état des lieux théorique*. Working Paper 11-2010/F. Université de Neuchâtel.
61. Pitseys, J. (2010). *Le concept de gouvernance*. Université Saint-Louis - Bruxelles | « Revue interdisciplinaire d'études juridiques », Volume 65 | pages 207 à 228.
62. PNUD (2008). *Public sector Management, Governance and sustainable human development*. New York.
63. Rapoport, H & Docquier, F. (2005). *The Economics of Migrants' Remittances.* Discussion Paper No. 1531.

64. Ratha et al. (2019). *Migration and Remittances: Recent Developments and Outlook.* Migration and Development Brief, No 31.

65. Ratha, D. (2003). *Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance.* In Global Development Finance 2003, Striving for Development Finance. The World Bank, Washington, DC.

66. Ratha, D. and Mohapatra, S. (2007). *Increasing the Macroeconomic Impact of Remittances on Development*. Washington D.C.

67. Ravenstein, E.G. 1889: *The Laws of Migration*. Journal of the Royal Statistical Society, Vol. 52, No. 2, pp 241-305.

68. Rempel, H. & Richard, A. Lobedell (1978). *The role of urban to rural remittances in rural development*. The Journal of Development Studies, 432-341.

69. Robert, E. B. Lucas, & Stark, O. (1985). *Motivations to Remit: Evidence from Botswana*. Journal of Political Economy, *93*(5), 901-918. Retrieved August 12, 2020, from www.jstor.org/stable/1833062.

70. Salhi, S.E., Echaoui, A. (2020). *Transferts des Migrants, Gouvernance et Croissance économique dans les pays de l'Afrique Subsaharienne : Une Investigation Économétrique en Données de Panel*. Université Mohammed V de Rabat.

71. Singh and al., (2010). *Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in Sub-Saharan Africa.* Journal of African Economies, pp. 1–29 doi:10.1093/jae/ejq039.

72. Singh, R.J. and al. (2009). *Determinants and Macroeconomic Impact of Remittances in Sub-Saharan Africa*. International Monetary Fund.

73. Solimano, A. (2003). *Remittances by Emigrants: Issues and Evidence*. Economic Development Division. Santiago,Chile.

74. Solinis, G. (2003). *La gouvernance : une alternative incertaine pour la coopération multilatérale,* in genre, pouvoirs et justice sociale, Graduate Institute Publications. p.27-48.

75. Stark, O. (1984). *Rural-to-Urban Migration in LDCs: A Relative Deprivation Approach*. Economic Development and Cultural Change. Vol. 32, No. 3, pp. 475-486.

76. Tabit, S. and Moussir, C.-E. (2016). *Macroeconomic Determinants of Migrants' Remittances: Evidence from a Panel of Developing Countries*. International Journal of Business and Social Research, Volume 06, Issue 07.

77. Tebkieta, A. T. (2017). *Essais sur les transferts de fonds et la variabilité climatique au Burkina Faso*. Université Clermont Auvergne.

78. Thomas, E. (2008). *Dynamique de l'émigration extracontinentale des jeunes Guinéennes, Etude de cas à Conakry (Guinée).* Institut de géographie. Université de Neuchatel.

79. UA (2018). *Cadre de politique migratoire pour l'Afrique révisé et plan d'Action (2018 – 2030).* Addis Abeba.

80. Unan, E. (2009). *Microeconomic Determinants of Turkish Workers Remittances: Survey Results for France-Turkey*. International Conference Inequalities and development in the Mediterranean countries. Galatasaray University, Istanbul, Turkey.

81. Yang, F. and al. (2016). *A work in progress: integrating markets for goods, labor, and capital in the East African Community.* The African Department, International Monetary Fund. Washington, DC.

82. Yol, N. (2017). *Les effets macroéconomiques des envois de fonds dans les pays d'origine des migrants : croissance économique, vulnérabilités et politiques publiques*. Université de Bordeaux.

83. Ziadi, A. & Bhibah, I. (2016). *Gouvernance et croissance économique : Application au cas des pays de l'UEMOA,* Journal of Academic Finance (J.A.F.), N°7.

ANNEXES

Annexe 1 : Résultats de l'estimation du test de Hausman(1978)

	Coefficients (b) Fixed	(B) Random	(b-B) Difference	sqrt(diag(V_b-V_B)) S.E.
stabpol	.028192	-.0434171	.0716091	.0983149
lnpibhab	2.565267	3.427239	-.8619713	2.530242
lntco	2.194681	.8827611	1.31192	5.094072
lnmigrants~l	.6932046	.893491	-.2002864	.8477897

b = consistent under Ho and Ha; obtained from xtreg
B = inconsistent under Ha, efficient under Ho; obtained from xtreg

Test: Ho: difference in coefficients not systematic

chi2(4) = (b-B)'[(V_b-V_B)^(-1)](b-B)
= 0.99
Prob>chi2 = 0.9108

Source : Auteur à l'aide de Stata 13.

Annexe 2 : Résultats de l'estimation du modèle à effets fixes

Fixed-effects (within) regression — Number of obs = 15
Group variable: id — Number of groups = 5

R-sq: within = 0.5017 — Obs per group: min = 2
between = 0.0957 — avg = 3.0
overall = 0.1933 — max = 4

F(4,6) = 1.51
corr(u_i, Xb) = -0.5987 — Prob > F = 0.3100

lntfm	Coef.	Std. Err.	t	P>|t|	[95% Conf.	Interval]
stabpol	.028192	.1051622	0.27	0.798	-.2291306	.2855145
lnpibhab	2.565267	2.702019	0.95	0.379	-4.046334	9.176869
lntco	2.194681	5.114316	0.43	0.683	-10.3196	14.70896
lnmigrantsqual	.6932046	.9486338	0.73	0.492	-1.628019	3.014428
_cons	-19.13042	28.9076	-0.66	0.533	-89.86477	51.60394
sigma_u	2.5978629					
sigma_e	1.750973					
rho	.6876241	(fraction of variance due to u_i)				

F test that all u_i=0: F(4, 6) = 0.43 — Prob > F = 0.7802

Source : Auteur à l'aide de Stata 13.

Annexe 3 : Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires

```
Random-effects GLS regression                   Number of obs      =        15
Group variable: id                              Number of groups   =         5

R-sq:  within  = 0.4363                         Obs per group: min =         2
       between = 0.9390                                        avg =       3.0
       overall = 0.7278                                        max =         4

                                                Wald chi2(4)       =     26.74
corr(u_i, X)   = 0 (assumed)                    Prob > chi2        =    0.0000
```

lntfm	Coef.	Std. Err.	z	P>|z|	[95% Conf.	Interval]
stabpol	-.0434171	.0373264	-1.16	0.245	-.1165756	.0297414
lnpibhab	3.427239	.9480398	3.62	0.000	1.569115	5.285362
lntco	.8827611	.4545912	1.94	0.052	-.0082213	1.773744
lnmigrantsqual	.893491	.4256274	2.10	0.036	.0592766	1.727705
_cons	-16.19834	8.091043	-2.00	0.045	-32.05649	-.340186
sigma_u	0					
sigma_e	1.750973					
rho	0	(fraction of variance due to u_i)				

Source : Auteur à l'aide de Stata 13

Annexe 4 : Nombres de migrants qualifiés dans la CAE (en milliers)

Année	2000	2005	2010	2015
Burundi	2852	3104	4257	1441
Kenya	75518	105203	143250	27263
Ouganda	33676	18935	28891	7626
Rwanda	3523	15321	28040	3555
Tanzanie	31237	7644	9665	8190

Source : Base de données de cécily Defoot(2007)

Annexe 5 : Evolution des transferts de fonds des pays de la CAE en millions de $

Année	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Tanzanie
2000			238		
2001		51	349		5
2002		57	442		5
2003		66	299		2
2004	0,07156216	376	311		6
2005	0,01147097	425	322		9
2006	0,18994894	570	411		9
2007	3,64521668	645	451		19
2008	28,2321478	667	724		28
2009	34,4989295	631	778		28
2010	39,4157094	686	768	98	332
2011	36,1202058	934	813	166	385
2012	35,8692874	1211	910	175	369
2013	46,4179343	1304	932	162	352
2014	37,7909937	1441	886	175	358
2015	20,6953633	1569	902	153	372
2016	20,4416864	1745	1146	167	363
2017	33,0733439	1962	1165	208	365
2018			1230	253	

Source : Banque Mondiale (WDI, 2020)

Annexe 6 : Evolution comparée des transferts de fonds, IDE et APD dans la CAE (en millions de $)

Année	Tfm	IDE	APD
2000	238,1	754,788655	2848,86996
2001	404,78922	724,557684	3020,16003
2002	503,97354	609,33364	2913,13004
2003	366,53048	607,032135	3815,93005
2004	692,160202	791,76465	4502,32996
2005	755,997001	1345,08532	4382,63992
2006	990,463507	1128,65178	5455,94003
2007	1116,40877	2185,64514	7175,91003
2008	1421,98382	2313,82979	6793,86993
2009	1466,46169	2029,47682	8206,02991
2010	1918,51519	2786,42272	7942,41003
2011	2337,8474	3696,59002	8329,02014
2012	2701,42419	4640,77645	8521,19989
2013	2785,25456	4676,45587	10082,2901
2014	2905,68947	3692,07982	8495,66016
2015	3027,4207	3136,35903	8141,26996
2016	3449,75584	2182,4592	8161,98975
2017	3718,93663	2682,31978	8741,87982
2018	1881,92949	4039,80253	8451,54996

Source : Banque Mondiale (WDI, 2020)

Annexe 7 : Transferts de fonds des migrants (Données brutes)

Année	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Tanzanie
2000			238100000		
2001		50914426	348574794		5300000
2002		57143480	441830060		5000000
2003		65845295	298785184		1900000
2004	41784	375811334	310532465		5774618
2005	71562	424991046	321808493		9125900
2006	11471	570459274	411000000		8992762
2007	189949	645207871	451571876		19439078
2008	3645217	667317334	723521003		27500269
2009	28232148	631460883	778332606		28436057
2010	34498930	685757272	768000000	98207379	332051605
2011	39415709	934149203	812943613	166175508	385163366
2012	36120206	1211021439	910316843	175265277	368700425
2013	35869287	1304277231	931570330	161799423	351738289
2014	46417934	1440846250	885933822	174882836	357608632
2015	37790994	1569267846	901873214	153183116	365305527
2016	20695363	1744639180	1145540000	167326841	371554458
2017	20441686	1962255797	1165300000	207584259	363354888
2018	33073344		1229966995	253409182	365479968

Source ***:*** *B*anque Mondiale (WDI, 2020)

Annexe 8 : Croissance de la stabilité politique, des transferts de fonds, des migrants qualifiés, du PIB par habitant et du taux de change officiel

lnstabpol	lntfm	lnmigrantsqual	lnpibhab	lntco
2,532903	5,472691	10,28743	5,652805	6,587949
	6,003366		5,619785	6,680604
2,710048	6,222524		5,612544	6,745001
2,498152	5,904082		5,658994	6,845529
2,616666	6,539817		5,753176	6,836721
2,711378	6,628037	10,31033	5,871273	6,829675
2,981126	6,898173		6,011292	6,853478
3,02432	7,017872		6,167852	6,83833
3,065258	7,259808		6,318157	6,849798
3,136798	7,290608		6,379461	6,952078
3,161247	7,559307	10,66477	6,440787	6,996919
3,192942	7,756986		6,477311	7,095139
3,19663	7,901535		6,587578	7,125701
3,219676	7,932095		6,641678	7,165849
3,048325	7,974426		6,705247	7,180755
3,121042	8,015467	9,17108	6,691451	7,329501
3,099642	8,146059		6,683173	7,395175
3,173878	8,221193		6,747704	7,438866
3,182212	7,540053			

Source : Auteur à partir des données de la Banque Mondiale(2020)

Annexe 9 : Stabilité politique dans la CAE (Rang centile)

Année	Burundi	Kenya	Ouganda	Rwanda	Tanzanie
2000	2,116402	16,40212	12,69841	6,349206	25,39683
2002	0,5291005	17,46032	12,16931	5,820106	39,15344
2003	1,507538	13,56784	6,532663	17,08543	22,11055
2004	0,9708738	16,01942	12,62136	14,56311	24,27184
2005	6,796116	12,62136	9,708738	17,96116	28,15534
2006	9,178744	15,94203	14,49275	25,60386	33,33333
2007	9,661836	11,11111	18,35749	32,36715	31,40097
2008	9,134615	10,09615	17,78846	33,17308	37,01923
2009	12,79621	9,478673	16,58768	28,43602	47,8673
2010	6,635071	12,79621	16,11374	36,01896	46,4455
2011	4,739336	12,79621	18,00948	39,81042	46,4455
2012	5,687204	10,42654	20,37915	38,38863	47,39336
2013	8,530806	13,74408	19,90521	42,1801	40,75829
2014	20,47619	9,047619	15,2381	35,23809	25,23809
2015	5,714286	9,523809	20,95238	45,71429	31,42857
2016	5,714286	10,00001	21,42857	44,76191	29,04762
2017	4,285714	11,90476	26,19048	50,00001	27,14286
2018	7,619048	12,38095	21,42857	52,85714	26,19048

Source *:* Banque Mondiale (2020)

Annexe 10 : Stabilité politique, Transferts de fonds, Migrants qualifiés, PIB par habitant et Taux de change officiel

Année	Stab.Pol.	Tfm	Migrants qual	Pibhab	Tco
2000	12,59	238,1	29361	285,09	726,29
2001		404,78922		275,83	796,80
2002	15,03	503,97354		273,84	849,80
2003	12,16	366,53048		286,86	939,67
2004	13,69	692,160202		315,19	931,43
2005	15,05	755,997001	30041	354,70	924,89
2006	19,71	990,463507		408,01	947,17
2007	20,58	1116,40877		477,16	932,93
2008	21,44	1421,98382		554,55	943,69
2009	23,03	1466,46169		589,61	1045,32
2010	23,6	1918,51519	42820	626,90	1093,26
2011	24,36	2337,8474		650,22	1206,09
2012	24,45	2701,42419		726,02	1243,52
2013	25,02	2785,25456		766,38	1294,46
2014	21,08	2905,68947		816,68	1313,90
2015	22,67	3027,4207	9615	805,49	1524,62
2016	22,19	3449,75584		798,85	1628,11
2017	23,9	3718,93663		852,10	1700,82
2018	24,1	1881,92949			

Source : Données de WDI, WGI (2020) et Cécily Defoot(2007)

Annexe 11 : Evolution des transferts de fonds et de l'APD dans le monde en milliards de $ (2006-2018)

Année	APD	Tfm
2006	16,0069047	19,3359005
2007	15,9805875	22,8123752
2008	18,451823	26,2274941
2009	18,1957848	25,118156
2010	18,5836773	27,0111003
2011	19,9256184	29,949929
2012	18,878369	31,8100202
2013	21,0812184	33,2843002
2014	22,2651976	35,7527458
2015	19,9931548	36,635028
2016	21,3899248	35,8645746
2017	21,9716686	38,5818713
2018	21,8370258	41,8059719

Source : Banque Mondiale(2020)

Annexe 12 : Matrice de corrélation

	lntfm	stabpol	lnpibhab	lntco	lnmigr~l
lntfm	1.0000				
stabpol	0.1303 0.2652	1.0000			
lnpibhab	0.7014* 0.0000	0.4718* 0.0000	1.0000		
lntco	-0.1724 0.1312	0.2020 0.0562	-0.2874* 0.0047	1.0000	
lnmigrants~l	0.5462* 0.0352	0.0475 0.8424	0.4439* 0.0499	-0.5929* 0.0059	1.0000

Source*:* Auteur à partir des données de la Banque Mondiale (2020)